

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE
E/CN.14/AMA/7
8 décembre 1965
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Conférence des gouverneurs des banques
centrales africaines
Addis-Abéba, 15 - 22 février 1966

RESUME COMPARATIF DE LA LEGISLATION SUR LES BANQUES
CENTRALES AFRICAINES

M65-641

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s
AVANT-PROPOS.....	1 - 3
A. STRUCTURE ET ORGANISATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES.....	4 - 14
Sièges, succursales, agences et correspondants.....	4 - 5
Organes administratifs.....	6 - 9
Capital et bénéfices.....	10 - 12
Vérification et publication des comptes.....	13 - 14
B. OPERATIONS EFFECTUEES PAR LES BANQUES CENTRALES AFRICAINES.....	15 - 40
Opérations d'ordre général.....	15 - 22
Relations avec les banques.....	23 - 29
Relations avec les pouvoirs publics.....	30 - 31
Emission de la monnaie et dispositions relatives au change.....	32 - 40
Annexe I - Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun (B.C.E.A.E.C.)	
Annexe II - Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (B.C.E.A.O.)	
Annexe III - Banque du Royaume du Burundi	
Annexe IV - Banque nationale d'Ethiopie	
Annexe V - Banque du Ghana	
Annexe VI - Banque de la République de Guinée	
Annexe VII - Banque de réserve du Malawi	
Annexe VIII - Institut d'émission malgache (I.E.M.)	
Annexe IX - Banque de la République du Mali	
Annexe X - Banque du Maroc	
Annexe XI - Banque de la Nigéria	
Annexe XII - Banque de réserve de Rhodésie	
Annexe XIII - Banque du Sierra Leone	
Annexe XIV - Banque nationale de Somalie	
Annexe XV - Banque du Soudan	
Annexe XVI - Banque de Zambie	

RESUME COMPARATIF DE LA LEGISLATION SUR LES BANQUES
CENTRALES AFRICAINES

AVANT-PROPOS

1. La présente étude traite de la création de 16 banques centrales africaines et des statuts de ces banques. Etant donné le caractère multinational de deux d'entre elles (la BCEAO, banque centrale des sept pays francophones de l'Afrique de l'ouest et la BCEAEC, banque centrale des cinq pays de l'Afrique équatoriale), l'étude porte au total sur 26 pays. Cinq pays africains (Algérie, République démocratique du Congo, Rwanda, Tunisie et République arabe unie) n'ont pas été mentionnés car le secrétariat de la CEA n'a pas eu connaissance des lois portant création de leurs banques centrales. Les textes législatifs concernant les banques de ces cinq pays ont été demandés aux gouvernements intéressés. Le secrétariat en fera un résumé qui sera distribué dès que possible, comme seconde annexe au présent document.

2. Il existe, en Afrique, cinq pays indépendants qui ne possèdent pas encore de banque centrale propre. Ce sont la Gambie, le Libéria, le Kenya, le Tanganyika et l'Ouganda. Le Libéria a conclu des accords spéciaux avec l'agence locale d'une banque étrangère, la Banque du Libéria (filiale de la First National City Bank de New York) par lesquels il confiait à cette agence certaines attributions de banque centrale et la chargeait notamment d'émettre des billets qui sont mis en circulation dans le pays. Le Libéria, bien qu'il ait créé, par voie légale, sa propre monnaie, le dollar libérien, qui a la même teneur en or que le dollar des Etats-Unis, n'a émis jusqu'à présent que des pièces de monnaie divisionnaire qui ont cours dans le pays ainsi que la monnaie des Etats-Unis. Cependant, les seuls billets de banque en circulation sont des dollars des Etats-Unis et la mesure dans laquelle ils peuvent satisfaire les besoins monétaires du pays est donc normalement fonction de la situation de la balance des paiements du Libéria.

3. Enfin, il convient de dire un mot, en particulier, sur les trois banques centrales qui sont en activité dans les anciens territoires français de l'Afrique occidentale et équatoriale et à Madagascar. Ces banques, outre le fait, déjà mentionné, que deux d'entre elles ont un caractère multinational (la BCEAO est la Banque d'émission de la Mauritanie, du Sénégal, de la Côte-d'Ivoire, du Niger, de la Haute-Volta, du Dahomey et du Togo, et la BCEAEC dessert le Cameroun, le Gabon, la République du Congo, le Tchad et la République centrafricaine), possèdent des traits particuliers qui les distinguent des autres banques nationales africaines pour ce qui est de leur structure et de leur organisation, mais aussi et surtout en ce qui concerne leur mode de fonctionnement. Ainsi les deux établissements multinationaux ont leur siège à Paris et un représentant français fait partie du Conseil d'administration des trois banques. Toutefois, la différence essentielle entre ces banques et leurs homologues africaines, se trouve dans la formation et la mise en oeuvre des politiques monétaires, de crédit et de contrôle des changes, tâches qui ont toujours été confiées aux banques centrales. Ces politiques sont généralement fixées par une décision prise indépendamment par chaque pays, mais dans le cas des trois banques centrales de la zone franc, elles sont le résultat de négociations bilatérales entre les parties intéressées et la France. C'est ce qui se produit, par exemple, pour la réglementation générale du crédit, la gestion des réserves de devises et le fonctionnement du contrôle des changes. Pour plus de détails voir l'analyse approfondie qui suit.

A. STRUCTURE ET ORGANISATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES

Sièges, succursales, agences et correspondants

4. Les dispositions législatives sont, à cet égard, tout à fait uniformes, les banques ayant en général leur siège dans la capitale du pays. Seules font exception la Banque centrale du Malawi qui a son siège à Blantyre et les deux banques centrales multinationales pour l'Afrique occidentale et équatoriale, dont le siège, comme nous l'avons déjà vu, est installé "momentanément" à Paris. Toutes les banques sont habilitées, généralement sur décision du Conseil d'administration, à ouvrir des agences et des succursales et à nommer des agents et des correspondants. Toutefois, la BCEAO ne peut créer d'agence ou de succursale qu'après approbation du gouvernement du pays où cette agence ou succursale doit être ouverte et, d'après ses statuts, la BCEAEC ne peut le faire qu'après approbation des Ministres français des finances et des territoires d'outre-mer. Les statuts de la Banque centrale malgache ne contiennent aucune disposition à ce sujet, mais on peut supposer que la création de succursales fait partie des attributions normales dévolues au Conseil d'administration.

5. Seule la loi portant création de la Banque centrale de Somalie envisage la possibilité, pour cette Banque, de créer des bureaux à l'étranger. Toutes les autres lois ou statuts prévoient la nomination d'agents ou de correspondants à l'étranger.

Organes administratifs

6. Dans tous les cas, le conseil d'administration est l'autorité chargée d'arrêter la politique générale de la banque. Toutefois, les conseils d'administration diffèrent sensiblement sur les points suivants : membres, composition, durée du mandat des administrateurs, nombre minimum de réunions à tenir chaque année et modalités de vote. En général, les conseils se composent d'un gouverneur, d'un vice-gouverneur, désignés directement par le gouvernement et d'un nombre variable d'administrateurs. Le gouverneur est, en général,

le président du conseil d'administration dont il est, de ce fait, habilité à convoquer les réunions, de sa propre initiative ou lorsque demande lui en est faite par un nombre fixé d'administrateurs. Dans la plupart des conseils, la voix du président est prépondérante en cas de partage égal des votes. Dans quelques pays toutefois (Malawi, Ethiopie), le vice-gouverneur qui n'est pas membre d'office du conseil, ne siège aux réunions que pour remplacer le gouverneur, en cas d'absence. La situation est tout à fait différente dans deux des banques centrales des pays africains de la zone franc (BCEAO et IEM) où le conseil choisit son président parmi ses membres. Dans ce cas, le président est le "primus inter pares" qui ne dispose que d'une voix consultative tout comme les autres membres du conseil. Seul le président du conseil de la BCEAEC qui est aussi le gouverneur de la banque désigné par les Ministres français des finances et des territoires d'outre-mer, possède une voix prépondérante. La durée du mandat du gouverneur et du vice-gouverneur varie de trois à sept ans tandis que celle du mandat des administrateurs est, dans la majorité des cas, de trois ans (5 ans en Rhodésie et 4 ans à la BCEAEC, au Soudan et à Madagascar). Cette durée n'est pas fixée pour les administrateurs de la BCEAO, des banques d'Ethiopie, de Guinée, du Mali et du Maroc.

7. Normalement, les lois portant création des banques centrales ou les statuts de ces banques fixent le nombre minimum de réunions annuelles que doit tenir le conseil d'administration : 4 réunions au Maroc, à la BCEAEC, à la BCEAO, 10 au Ghana, au Sierra Leone, en Nigéria et en Zambie, 12 au Soudan, en Ethiopie et en Somalie. Ces réunions doivent être hebdomadaires au Burundi et leur nombre n'est pas spécifié pour Madagascar, le Malawi et la Rhodésie. Des dispositions spéciales règlent le problème de la présence aux réunions et précisent le nombre minimum d'administrateurs qui constituent un quorum pour que les délibérations soient valables. La présence du gouverneur-président est parfois exigée pour atteindre le quorum.

8. Les tâches administratives journalières des banques centrales sont en général effectuées sous la responsabilité du gouverneur (parfois appelé président, notamment dans les pays francophones) et qui assume en général cette fonction sous la direction du conseil. Le gouverneur représente la banque dans ses rapports avec les tiers; il est habilité à recruter et renvoyer le personnel. Toutefois, ce système ne s'applique pas à deux des banques centrales de la zone franc (BCEAO et IEM) où ces fonctions sont exercées par un directeur général qui n'est pas membre du conseil. A la BCEAEC, les attributions généralement réservées au gouverneur sont confiées à un président secondé par un directeur général (Somalie, par exemple).

9. Les organes administratifs spéciaux sont exceptionnels. Ainsi, au Burundi, il existe un Regency Council (Conseil de régence), composé des membres du conseil d'administration et de quatre membres extérieurs au conseil. Le Regency Council est investi de pouvoirs limités mais importants qui touchent à la détermination de la politique générale de la banque et de ses opérations. Au Maroc, on trouve un Comité de direction qui se compose d'un nombre restreint de directeurs choisis dans le conseil et chargés d'assister le gouverneur dans la direction des affaires journalières de la banque. Enfin, à la BCEAO, il existe sept Comités monétaires nationaux, (un pour chaque pays membre) ayant pour mission essentielle de présenter au conseil d'administration, des propositions relatives au plafond global des crédits fixés chaque année par la banque pour chacun des pays membres.

Capital et bénéfices

10. Dans pratiquement tous les cas, le capital des banques centrales est entièrement souscrit et détenu par l'Etat. Deux banques font exception à cette règle : la BCEAEC dont le capital initial a été fourni, sous forme de dotation, par un organisme d'Etat français, la Caisse centrale de la France d'outre-mer et la Banque de Madagascar dont le capital a été souscrit, à parts égales, par les Gouvernements français et malgache.

11. En principe, l'augmentation de capital, que ce soit au moyen de souscriptions nouvelles ou par incorporation des réserves, doit être décidée par le conseil d'administration, généralement après approbation du service d'Etat responsable. C'est presque toujours le Ministère des finances.

12. Par bénéfices nets, on entend en général le poste résiduel que l'on obtient après déduction des dépenses courantes, de l'amortissement des avoirs, des provisions pour créances douteuses et irrécouvrables, des cotisations de retraite pour le personnel, et autres provisions et charges intérieures. Les bénéfices des banques centrales sont ordinairement exemptés d'impôts (l'exemption d'impôt est générale pour les bénéfices et, dans certains cas seulement, elle s'étend aux autres taxes, perceptions ou charges fiscales). Pratiquement, tous les statuts des banques prévoient d'affecter, en priorité, les bénéfices à la constitution d'un fonds général de réserve variable, pouvant atteindre un montant égal au capital ou triple même de celui-ci, tandis que le solde des bénéfices est presque toujours acquis à l'Etat. L'attribution spéciale de bénéfices à tel ou tel objet n'est prévue que dans certains cas seulement : amortissement des obligations d'Etat émises pour couvrir les frais de départ des banques centrales (Sierra Leone), dépenses encourues pour la frappe, l'impression et le transport des réserves initiales de billets et de pièces de monnaie nationales (Ghana), financement des investissements et souscriptions d'actions (BCEAO) ou distribution de primes au personnel de la banque (Maroc). Dans le cas de la BCEAEC, le solde des bénéfices obtenus une fois le fonds général de réserve constitué, est acquis au Trésor de la France.

Vérification et publication des comptes

13. Conformément à la tradition britannique, toutes les banques centrales des pays anglophones de l'Afrique font appel, pour la vérification de leurs comptes, à des commissaires aux comptes désignés par le conseil d'administration ou par le ministère compétent. Dans les pays de tradition française, en revanche, de même qu'en Somalie, les

lois constitutives ou les statuts prévoient la création, au sein de la banque, d'organes spéciaux de contrôle et de vérification. Aux termes de la loi portant création de la Banque du Maroc, notamment, un Commissaire du Gouvernement est chargé de contrôler les activités de la Banque et un collège de censeurs doit en contrôler les comptes.

14. Toutes les banques centrales, sans exception, doivent présenter régulièrement un relevé de leurs comptes. Elles doivent également publier chaque année un rapport d'activités qui contienne un résumé des opérations monétaires économiques et de crédit qu'elles ont effectuées, au cours de l'exercice financier précédent, dans les pays qu'elles desservent. A ce rapport, doivent être joints le bilan et le compte de profits et pertes établis au terme de ce même exercice financier.

B. OPERATIONS EFFECTUEES PAR LES BANQUES CENTRALES AFRICAINES

Opérations d'ordre général

15. Les opérations que les banques centrales africaines sont autorisées à effectuer en vertu de leurs lois ou règlements ou de leurs statuts sont sensiblement identiques quant au fond mais, dans le détail, elles présentent de grandes différences. Toutes les banques centrales, sans exception, peuvent recevoir des dépôts, faire des opérations sur or et devises, acquérir, escompter ou réescompter des lettres de change, des billets à ordre et autres documents résultant d'opérations de crédits, des bons du Trésor et autres titres d'Etat ou accorder des avances sur garantie des instruments de crédit énumérés ci-dessus.

16. Les différences portent essentiellement sur la durée des échéances des effets commerciaux, agricoles, industriels ou publics pour l'admission à l'escompte et au réescompte de la banque ou pour la garantie en vue d'avances de la banque centrale. Pour le réescompte, l'échéance est en règle générale de trois à six mois au maximum, mais il n'est pas rare qu'elle soit plus longue (jusqu'à un an). La BCEAO et la BCEAEC sont les deux seules banques qui acceptent d'escompter, de réescompter ou de prendre en garantie pour avances, des effets à moyen terme (cinq ans au plus). Bien souvent, l'échéance fixée pour les effets commerciaux est inférieure à celle des effets couvrant le financement d'activités agricoles, industrielles ou extractives.

17. Dans les lois constitutives ou les statuts des banques centrales, l'échéance maximale fixée pour l'achat de titres d'Etat est variable. Elle va de six ans (Ethiopie) à 25 ans (Zambie, Malawi et Nigéria). De plus, l'achat des titres d'Etat, évalué en pourcentage du montant des crédits à vue des banques centrales intéressées, est souvent limité tant en valeur absolue (Burundi) que relative (Malawi, Sierra Leone et Nigéria). Il en est de même pour les bons du Trésor dont l'échéance maximale ne dépasse pas en général 90 à 180 jours.

18. Dans certains cas, c'est à dessein que les lois constitutives ou les statuts ont un caractère général. Les dispositions détaillées sont alors rédigées par le conseil d'administration ou incorporées dans le règlement intérieur.

19. Les lois ou les statuts précisent parfois que les banques centrales ne peuvent effectuer des opérations qu'avec d'autres banques, l'Etat et les organismes d'Etat, les transactions avec les particuliers et les entreprises privées n'étant autorisées que sur approbation du ministère compétent. Parfois, au contraire, les transactions avec les clients privés sont expressément autorisées.

20. Les dispositions courantes, communes à pratiquement toutes les banques centrales, imposent les limitations suivantes : ne pas participer directement à une entreprise commerciale ou industrielle; ne pas acheter de domaine foncier ou de bâtiment, sauf si cet achat est nécessaire au fonctionnement de la banque (en vue d'installer des bureaux au siège ou dans les succursales) ou a été rendu obligatoire comme garantie à l'égard d'un créancier douteux ou insolvable; n'acheter d'actions et ne prendre de participation qu'avec l'autorisation du ministère compétent, en général le ministère des finances, et ceci uniquement dans des établissements financiers ou des organismes de développement, patronnés ou cautionnés par l'Etat et conçus pour servir les objectifs de la politique des banques centrales en matière de monnaie et de crédit ou, en général, pour favoriser le développement économique.

21. La plupart des banques centrales ont mission d'organiser et de fournir des services de compensation au lieu où elles ont leur siège et partout où de tels services pourraient être nécessaires. Les trois banques centrales de la zone franc doivent également créer des centrales de risques capables de fournir rapidement tous renseignements sur la solvabilité de la clientèle.

22. Les lois et les statuts prévoient généralement qu'aucun intérêt ne sera versé sur le solde des comptes courants des clients et que les banques centrales ne doivent pas accorder d'avances sans garantie ou d'avances cautionnées par des actions.

Relations avec les banques

23. Toutes les banques centrales ont le pouvoir de réglementer les taux du marché en fixant leurs propres taux d'escompte et de réescompte ainsi que ceux qui s'appliquent à leurs prêts et avances. Ce pouvoir revient en général au conseil d'administration qui doit parfois demander l'approbation du ministère compétent. Dans un seul pays, en Ethiopie, la Banque centrale peut réglementer les taux appliqués par les banques commerciales et les autres établissements aux opérations de crédit.

24. Seules autorités monétaires des différents pays, les banques centrales ont généralement le droit d'imposer le taux minimum qui doit être maintenu entre les réserves qui doivent être déposées auprès d'elles et le passif à vue et à terme des banques commerciales et autres établissements de crédit. Le montant des réserves est généralement fixé par le conseil d'administration, sous réserve ou non de l'approbation préalable du Ministre des finances; au Soudan et en Ethiopie, toutefois, la loi fixe la limite supérieure à 20 pour 100 du montant total du passif à vue et à terme. Les statuts de la BCEAEC, de la Banque centrale malgache et des Banques du Sierra Leone, du Mali et de la Guinée ne contiennent aucune disposition à cet égard. En Rhodésie, le montant des réserves requises peut être déterminé par la Banque centrale compte tenu du volume du passif à terme et à vue et de celui des escomptes et des avances accordées par les banques commerciales ou des opérations d'escompte qu'elles ont effectuées.

25. Quelques banques centrales africaines ont le pouvoir d'intervenir plus directement dans la conduite des affaires des banques commerciales et autres établissements de crédit. Ainsi la Banque centrale d'Ethiopie peut prendre les mesures suivantes : fixer les activités auxquelles des prêts peuvent être accordés; fixer le plafond des crédits qui peuvent être consentis, pour chaque catégorie de prêts, par les banques commerciales ou un plafond global sur l'ensemble des opérations de prêts de ces banques et fixer également la durée maximum des prêts. Au Soudan, la Banque centrale peut exiger que les banques commerciales lui soumettent pour approbation toute demande de prêt qui dépasse un montant déterminé et fixer le plafond du crédit des banques.

26. Un cas particulier : celui des banques centrales de la zone franc qui réglementent le crédit dans leurs pays membres en fixant chaque année le plafond du crédit pour chacun des pays. Seules la BCEAO possède sept Comités monétaires nationaux (un par pays membre) qui formulent des recommandations particulières sur le montant des plafonds. Hormis cette exception, c'est le conseil d'administration de chaque banque qui fixe, en dernier ressort, les plafonds. Le plafond global fixé pour chaque pays est alors divisé individuellement entre chaque banque commerciale compte tenu de son importance. Les Comités monétaires nationaux se chargent de faire appliquer cette décision dans les pays de la BCEAO, tandis qu'en Afrique équatoriale et à Madagascar, cette tâche revient aux agences des banques centrales.

27. Certaines banques centrales sont également autorisées, outre la détermination du montant des réserves, à fixer le montant minimum des liquidités que doivent conserver les banques commerciales pour couvrir leur passif. La fixation de ce montant ne constitue pas en fait un instrument de réglementation du crédit mais simplement une mesure de sécurité conçue pour que les banques puissent, autant que possible, faire face à un soudain afflux de retraits importants.

28. Un certain nombre de banques centrales sont également chargées de vérifier et de superviser les opérations bancaires, notamment les banques centrales du Burundi, du Mali, de la Guinée, de l'Ethiopie, la BCEAO et la BCEAEC. Au nombre des pouvoirs dont elles sont investies dans ce domaine, elles procèdent à une inspection des banques commerciales et autres établissements de crédit qui consiste à examiner les livres de comptes, à s'assurer que les banques fonctionnent conformément aux dispositions légales et qu'elles maintiennent, à tout instant, leur solvabilité. Dans certains cas (Ethiopie et Guinée), l'approbation des banques centrales est également nécessaire pour l'ouverture d'une agence ou d'une succursale, la fusion, la liquidation ou la création de banques commerciales.

29. Presque toutes les banques centrales ont le droit de demander aux banques commerciales et autres établissements de crédit de leur présenter les rapports de situation et les bilans qu'elles établissent périodiquement.

Relations avec les pouvoirs publics

30. Conformément à leurs lois ou statuts, les Banques centrales sont les banques agents ou conseillers financiers de l'Etat et des organismes d'Etat, et sont chargées d'exécuter, au nom de l'Etat, toutes les transactions bancaires de ce dernier, procéder aux recouvrements et aux paiements, garantir et gérer toutes les dettes émises ou garanties par l'Etat, servir de conseiller financier et juridique pour les opérations d'emprunt à l'étranger et fournir des services de garde en dépôt.

31. Outre les opérations d'achat, de vente, d'escompte et de réescompte des bons du Trésor et des fonds d'Etat à longue échéance, pratiquement toutes les banques centrales sont autorisées à accorder des avances provisoires à l'Etat de façon à lui permettre de remédier à d'éventuelles difficultés de trésorerie. Ces avances, qui normalement doivent être remboursées au cours de l'exercice financier pour lequel elles ont été accordées ou six mois au plus après la clôture de cet exercice, ne doivent pratiquement jamais dépasser un certain pourcentage des recettes fiscales de l'exercice visé ou de l'exercice précédent.

On trouve le pourcentage le plus faible (5 pour 100) en Sierra Leone. Dans les autres pays, les pourcentages sont les suivants : 10 pour 100 au Malawi, au Ghana (dans des circonstances exceptionnelles, la Banque du Ghana peut élever ce chiffre à 15 pour 100), dans les pays de la BCEAO, au Mali, en Guinée, à Madagascar, en Somalie et au Maroc; 12,5 pour 100 en Nigéria, 15 pour 100 au Soudan et en Ethiopie et enfin 20 pour 100 en Zambie et en Rhodésie. Aucune disposition quant à ces pourcentages n'est prévue dans les statuts de la BCEAO ni dans la loi portant création de la Banque du royaume du Burundi. Dans ces deux cas, comme nous l'avons déjà signalé, les seules limites concernent le montant des titres en portefeuille.

Emission de la monnaie et dispositions relatives au change

32. Dans tous les cas, la Banque centrale est la seule autorité qui soit habilitée à émettre la monnaie nationale (billets et pièces). En général, les lois constitutives ou d'autres instruments législatifs précisent quelle est la parité or ou internationale de la monnaie visée, et seule une loi du Gouvernement peut modifier la parité. Il est ordinairement stipulé que tout profit ou perte qui survient dans les réserves des banques centrales à la suite d'une modification de la parité soit de la monnaie nationale soit des devises étrangères s'inscrit au compte de l'Etat qui touche les bénéfices éventuels ou dédommage les banques centrales des pertes qu'elles peuvent avoir encourues.

33. Ordinairement, les banques sont autorisées à effectuer leurs transactions sur or et devises, notamment lorsqu'il s'agit d'opérations sur comptes bancaires, sur titres et sur d'autres instruments de crédit. Ces banques peuvent également faire varier, entre des limites données, le taux de change de la monnaie nationale par rapport aux autres monnaies. Pour les pays membres du Fonds monétaire international, ces limites sont représentées par une marge de 1 pour 100 au-dessus ou au-dessous du pair.

34. Les banques centrales détiennent et gèrent les réserves en devises de leur pays. La composition autorisée de ces réserves, bien qu'elle varie quelque peu d'un pays à l'autre, est en général la suivante : or, devises étrangères, solde des comptes avec l'étranger, bons du Trésor étrangers et autres titres d'Etat, lettres de change étrangères et autres instruments de crédit. En général, il est prévu dans les lois ou dans les statuts que les devises et les instruments de crédit sur l'étranger ne peuvent figurer dans les réserves que dans la mesure où les monnaies en question sont librement convertibles.

35. Le pourcentage minimum des réserves est généralement fixé dans les lois ou dans les statuts et dépend très souvent de la masse monétaire en circulation et du passif à vue des banques centrales. Le pourcentage minimum des devises nécessaires pour couvrir la monnaie en circulation et ce passif est fixé à 20 pour 100 au Soudan, à 25 pour 100 en Rhodésie et en Ethiopie, à 40 pour 100 en Nigéria et à 50 pour 100 au Malawi et au Sierra Leone. En Zambie, il est établi à 50 pour 100 du passif à vue que la Banque avait au moment du transfert à cette Banque de la part des avoirs qu'elle possédait dans l'ancienne Banque de Rhodésie et du Nyassaland, et à 25 pour 100 pour toutes les augmentations ultérieures de passif. En revanche, ce minimum est lié uniquement au volume de la monnaie en circulation en Somalie (100 pour 100) et au Maroc (1/9ème). Aucune disposition à cet égard n'a été prise dans les pays suivants : Burundi, Ghana, Mali, Guinée. Au Ghana, le service d'émission de la Banque centrale est autorisé à maintenir en réserves pour garantir la monnaie en circulation, non seulement des avoirs étrangers, mais aussi des bons du Trésor et des titres d'Etat émis par le Gouvernement ghanéen et ceci, jusqu'à concurrence de 40 pour 100 de son passif en billets. En cas de circonstances exceptionnelles, ce chiffre peut être porté à 60 pour 100.

36. Enfin la BCEAO, la BCEAEC et l'Institut d'émission malgache constituent des cas particuliers puisque la loi ne prévoit pour ces banques aucune disposition concernant le montant des réserves. Cette situation vient de ce que tous les pays membres de ces deux banques centrales et Madagascar ont conclu avec le Trésor français des accords spéciaux dont l'essentiel est une garantie illimitée de convertibilité de la monnaie locale en francs français. Cette garantie est mise en oeuvre par l'intermédiaire du "compte d'opération" que chaque pays membre est tenu d'avoir auprès de sa Banque centrale. Toutes les recettes en devises et en francs français sont créditées à ce compte pour chaque pays membre tandis que tous les retraits du même ordre y sont débités. En cas de besoin, les pays membres ont un droit illimité à faire des retraits sur ce compte, que ce soit à des fins intérieures ou pour procéder à une conversion en francs français. Le solde du compte "opérations" peut en fait devenir négatif, ce qui se traduit uniquement par l'obligation pour le pays membre débiteur de verser un intérêt.

37. Si l'état du compte "opérations" ne traduit pas la position de la balance des paiements des pays membres, on peut dire cependant que le solde du compte est, en quelque sorte, équivalent aux ressources en devises des pays africains de la zone franc. En réalité, au moment où la Guinée et le Mali ont décidé de se retirer de la BCEAO pour créer leur propre banque centrale indépendante, le compte d'opération a servi à évaluer la part des avoirs qui revenaient à la BCEAO.

38. Il convient d'ajouter enfin que le montant en devises étrangères autres que le franc français, attribué aux pays membres des trois banques centrales de la zone franc, est le résultat de négociations annuelles entre les pays intéressés et la France.

39. Ce n'est que dans le cas de la BCEAO que les statuts prévoient des mesures pour remédier, compte tenu de la situation du compte d'opération des pays membres, à la diminution de leurs ressources en devises. En fait, les statuts stipulent que le conseil d'administration de la Banque doit envisager de prendre des mesures restrictives

(élévation du taux d'escompte et abaissement du plafond global des crédits, ou l'une ou l'autre de ces mesures) lorsque le rapport entre les réserves en devises et le passif à vue de la Banque doit ou devrait baisser au-dessous de 20 pour 100. Ces mesures (notamment l'abaissement des plafonds du crédit) deviennent obligatoires quand le rapport est descendu au-dessous de 10 pour 100 pendant trois années consécutives.

40. Nous venons d'exposer brièvement les caractéristiques essentielles de la législation bancaire en Afrique. A noter que seul le Gouvernement éthiopien a attribué à la Banque centrale le pouvoir d'imposer des mesures sélectives de réglementation du crédit, ce qui pourrait peut-être se révéler le moyen le plus souple et le mieux approprié aux conditions africaines. Les pages qui suivent sont un résumé des lois constitutives et des statuts des banques centrales, une annexe ayant été consacrée à chacune d'entre elles.

ANNEXE I

BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE EQUATORIALE
ET DU CAMEROUN (B.C.E.A.E.C.)

A. Création et administration

1. La Banque est un établissement public national, dont le siège central est à Paris. Le siège peut être transféré par décision du Conseil d'administration approuvée par le Ministre français des finances et le ministre de la France d'outre-mer. Avec l'autorisation de ces ministres, la Banque peut ouvrir des agences et des succursales dans sa zone d'émission (les pays membres de la Banque sont le Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, le Gabon et le Tchad).

2. La Banque est administrée par un Conseil d'administration dont les membres sont :

- a) un Président-directeur général, nommé par arrêté pris conjointement par le ministre français des finances et le ministre de la France d'outre-mer;
- b) deux représentants du ministre français des finances;
- c) deux représentants du ministre de la France d'outre-mer;
- d) deux administrateurs choisis en raison de leur expérience des questions économiques et monétaires, nommés par arrêté pris conjointement par le ministre français des finances et le ministre de la France d'outre-mer;
- e) six administrateurs représentant les pays membres, nommés par le ministre de la France d'outre-mer, à raison de trois pour le Cameroun et de trois pour les quatre autres pays d'Afrique équatoriale;
- f) deux administrateurs nommés par la Banque de France;
- g) le Directeur général de la Caisse centrale de la France d'outre-mer;
- h) le Président du Conseil d'administration de la BCEAO;
- i) un membre du Comité monétaire de la Zone franc.

Les administrateurs, autres que ceux que nomment la BCEAO et la Caisse centrale de la France d'outre-mer, restent en fonction pendant quatre ans. Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour administrer et gérer la Banque. Il se réunit au moins quatre fois par an sur convocation de son Président. Le quorum est assuré par la présence de neuf administrateurs. Les décisions sont prises à la majorité simple, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

3. Le Président du Conseil d'administration représente la Banque à l'égard des tiers et, d'une manière générale assure l'exécution des affaires courantes de la Banque. Il nomme et révoque le personnel de la Banque. Il est assisté dans l'exercice de ses fonctions par un Directeur général nommé par arrêté pris conjointement par le Ministre français des finances et le Ministre de la France d'outre-mer. Le Directeur général siège au Conseil d'administration, avec voix consultative.

4. Le capital de la Banque est fixé actuellement à 500 millions de francs CFA; il est totalement souscrit par la Caisse centrale de la France d'outre-mer. Il a été augmenté par décret pris conjointement par le Ministre français des finances et le Ministre de la France d'outre-mer.

5. Les bénéfices nets, après déduction des dépenses courantes, des amortissements, des provisions et des dépenses imprévues, sont affectés à concurrence de 15 pour 100 à un fonds général de réserve à condition que celui-ci ne soit pas supérieur à la moitié du capital. Le solde est versé au Trésor. Les réserves peuvent être affectées à des augmentations de capital.

6. La Banque arrête chaque mois la situation de ses comptes qui est publiée dans les journaux officiels de la France et des pays membres. Dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice financier, un rapport d'activité est soumis au Conseil d'administration pour approbation. Le contrôle des opérations et la vérification des comptes

de la Banque sont confiés à un Collège des censeurs composé des cinq directeurs généraux des finances des quatre pays équatoriaux et du Cameroun, et de deux autres membres nommés respectivement par le Ministre français des finances et le Ministre de la France d'outre-mer.

B. Opérations

7. La Banque est habilitée à effectuer les opérations suivantes :

- a) transferts entre la France et tout pays de la zone d'émission de la Banque;
- b) vente et achat d'or et de devises étrangères;
- c) escompte des lettres de change venant à échéance dans six mois au maximum et revêtues de la signature de deux personnes notoirement solvables, dont celle d'une banque;
- d) octroi d'avances aux banques pour une période de six mois au maximum appuyées par l'une des garanties suivantes : certificats d'entrepôt, cession de récoltes pendantes, connaissements régulièrement endossés et accompagnés des documents d'usage, nantissement de valeurs mobilières et autres instruments de crédit, dépôt d'or ou de devises étrangères et hypothèques maritimes;
- e) à titre exceptionnel, la Banque peut effectuer les opérations visées aux alinéas c) et d) directement avec les entreprises et les particuliers lorsque ces opérations présentent un intérêt d'ordre général et contribuent à alléger le coût du crédit;
- f) achat et vente des effets publics créés ou garantis par le gouvernement français ou par les collectivités publiques d'Afrique équatoriale et du Cameroun, venant à échéance dans six mois au maximum, et octroi d'avances sur ces effets publics;
- g) réescompte aux banques d'effets représentatifs de crédits à moyen terme venant à échéance dans cinq ans au maximum.

Pour que ces titres de crédit soient mobilisables auprès de la Banque, ils doivent financer le développement des moyens de production ou la construction d'immeubles et avoir reçu l'accord préalable de la Banque. Le montant maximal des titres de crédit à moyen terme pouvant être admis au rées-compte est fixé périodiquement par le Conseil d'administration de la Banque;

- h) acceptation en compte courant de sommes qui ne peuvent être productives d'intérêt;
- i) centralisation des renseignements sur le crédit dans la zone d'émission de la Banque;
- j) acquisition de biens immobiliers ou d'actions avec ses propres fonds. Toutefois, la Banque n'est autorisée à acquérir des actions qu'avec l'autorisation préalable du ministre français des finances et du Ministre de la France d'outre-mer.

8. La Banque a le monopole de l'émission des billets et des pièces libellés en francs CFA, dans les quatre pays d'Afrique équatoriale et au Cameroun. Une marque apposée sur les billets sert à identifier le pays d'émission à des fins purement statistiques.

ANNEXE II

BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (B.C.E.A.O.)

A. Création et administration

1. La Banque est un établissement public international régi par les accords conclus entre les sept Etats participant (Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Mauritanie, Sénégal, Dahomey, Niger et Togo) à la formation de son capital et par ses statuts. Le siège central est momentanément établi à Paris mais il peut être transféré dans l'un des sept Etats précités, par décision prise à l'unanimité. La Banque a une agence dans cinq des sept Etats et elle peut créer des sous-agences selon ses besoins en accord avec les gouvernements intéressés. En tant qu'établissement international, elle bénéficie dans chaque pays des privilèges et immunités traditionnellement reconnus aux institutions internationales.

2. L'administration de la Banque est confiée à un Conseil d'administration, à sept comités monétaires nationaux et à un Directeur général. Le Conseil d'administration est composé de 21 membres, dont 14 sont désignés par les gouvernements des pays membres africains à raison de deux membres par pays, et dont les sept autres sont nommés par le Gouvernement français. Le Conseil désigne son Président pour une durée de deux ans, selon un système de roulement entre les Etats membres africains. Le Président convoque les réunions du Conseil de sa propre initiative ou à la demande du tiers des administrateurs, aussi souvent qu'il est nécessaire, mais au moins quatre fois par an. Aux réunions, le quorum est assuré par la présence des deux tiers des membres du Conseil. Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la Banque.

3. Les comités monétaires nationaux sont composés de cinq membres, dont les deux représentants de l'Etat intéressé au Conseil d'administration. Les autres membres sont nommés par le Gouvernement de l'état où siège le comité. Le Président du Comité est l'un des représentants de l'Etat intéressé au Conseil d'administration de la Banque.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. Les comités monétaires nationaux ont principalement pour fonction de déterminer le plafond des crédits annuels attribués à chaque pays membre; ce sont essentiellement des organismes consultatifs. Normalement, les propositions formulées par les comités monétaires nationaux au sujet du plafond de réescompte, des avances et des autres facilités à court terme pouvant être accordés par la Banque à l'économie de chaque Etat, sont transmises chaque année à la Direction générale pour être soumises au Conseil d'administration auquel appartient la décision finale. Au cas où la décision du Conseil diffère des propositions formulées par les comités, ces derniers doivent procéder aux ajustements nécessaires dans la répartition des plafonds globaux annuels entre les banques et les sociétés de leurs pays respectifs. Le plafond des crédits à moyen terme octroyés à chaque pays sont, au contraire, fixés directement par le Conseil et répartis par chacun des comités monétaires dans le domaine de sa compétence.

4. Le Directeur général de la BCEAO est nommé par le Conseil d'administration, au sein duquel il siège avec voix consultative. Il peut siéger ou se faire représenter à tous les comités monétaires nationaux; il organise les services de la Banque et, en général, il est responsable de la gestion des affaires courantes de la Banque, sous le contrôle du Conseil d'administration.

5. Le capital de la Banque est fixé par un accord conclu entre les Etats membres. La répartition du capital est faite entre eux à part égale. Il peut être augmenté par les souscriptions de nouveaux membres ou par incorporation de réserves. Le capital de la BCEAO est actuellement de 500 millions de francs CFA.

6. Les bénéfices de la Banque, après déduction des dépenses courantes, des provisions pour créances douteuses et irrécouvrables, pour amortissement et pour dépenses imprévues, sont répartis de la façon suivante :

a) une partie sert à financer des immobilisations et prises de
 b) 75 pour 100 au maximum sont répartis entre les Etats membres;
 c) 75 pour 100 servent à constituer une réserve statutaire à
 concurrence d'un montant égal à la moitié du capital de la
 Banque;

d) après attribution à toute autre réserve que la Banque peut
 juger opportun de constituer, le solde est réparti entre
 les Etats membres.

7. Aux termes de ses statuts, la Banque doit publier pour chaque
 Etat membre la situation mensuelle de ses comptes et soumettre au
 Conseil dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice finan-
 cier, un rapport annuel de ses activités qui sera adressé ensuite
 aux chefs des gouvernements des Etats membres. Elle doit également
 soumettre une fois par an un état certifié exact de ses comptes au
 Conseil pour approbation.

8. En raison du caractère international de la Banque, ses opérations,
 ses biens et ses revenus sont exemptés de tous impôts, droits et taxes.

B. Opérations

9. La Banque est habilitée à effectuer les opérations suivantes :

- a) acheter et vendre de l'or et des devises étrangères;
- b) effectuer des transferts en francs français entre les Etats
 membres et la France et vice versa;
- c) escompter des effets commerciaux et autres titres de crédit
 émis à des fins commerciales, venant à échéance dans les
 six mois, revêtus d'au moins deux signatures notoirement
 solvables, et, dans les mêmes conditions, des crédits do-
 cumentaires sur l'extérieur;
- d) escompter des titres du portefeuille de prêts à court terme
 des banques commerciales des Etats membres, venant à échéance
 dans les six mois;

- e) accorder aux banques commerciales, pour des périodes ne dépassant pas neuf mois, des facilités d'escompte sur leurs billets à ordre cautionnés par des crédits eux-mêmes garantis par des certificats d'entrepôt, des hypothèques maritimes, des instruments de crédit cautionnés par des échanges de marchandises ou par des crédits accordés pour l'achat de machines et de matériel;
- f) accorder des avances aux banques contre de l'or ou des devises étrangères ou contre des effets commerciaux pouvant être escomptés par la Banque;
- g) acheter, vendre, réescompter des bons du Trésor émis par les Etats membres, venant à échéance dans les six mois et accorder des avances contre ces bons. Le montant des opérations ainsi effectuées avec l'une quelconque des banques commerciales ne doit pas, toutefois, dépasser 10 pour 100 du montant moyen au cours des 12 derniers mois des dépôts de sa clientèle;
- h) accorder des avances aux Etats membres pour une période ne dépassant pas 240 jours, de manière que le montant total des découverts au cours d'un exercice financier quelconque n'excède pas 10 pour 100 du montant des dépôts de la Banque ou 10 pour 100 des recettes budgétaires courantes du Gouvernement au cours de l'exercice financier;
- i) escompter des traites ou des billets à ordre souscrits à l'ordre des Trésors des pays membres et ayant moins de quatre mois à courir, sous condition de caution bancaire;
- j) réescompter des effets représentatifs de crédits à moyen terme accordés par les banques commerciales, dont l'échéance maximale est de cinq ans, à condition que les crédits soient consentis avec l'accord préalable de la Banque et aient pour objet de financer soit des dépenses d'équipement inscrites dans les plans de développement des Etats membres intéressés soit l'exportation de produits industriels.

10. La Banque fixe ses taux d'escompte et de réescompte. Elle assure l'application de la loi et des règlements régissant l'exercice des activités bancaires dans les Etats membres. Elle peut demander aux établissements de crédit de lui soumettre périodiquement des informations sur leurs activités et une situation de leurs comptes; et de lui faire connaître tous les crédits accordés; elle assure ainsi une centralisation générale pour l'ensemble de l'Union. En outre, elle conseille et aide les gouvernements dans l'application des règlements tendant à imposer aux banques un coefficient de liquidité minimal et des réserves minimales.

11. La Banque tient les comptes des Etats membres; elle effectue et reçoit sans frais des paiements pour le compte de ces Etats; A la demande des Etats membres, la Banque assure gratuitement l'émission des bons du Trésor et d'autres titres d'Etat, le paiement des coupons et les transferts entre les sièges de ses agences. Elle gère la dette publique des Etats et les aide à négocier leurs emprunts extérieurs, à préparer leurs prévisions budgétaires, les relevés de leur balance des paiements et les lois et règlements relatifs au contrôle des changes.

12. La Banque a le monopole de l'émission des billets et des pièces ayant cours légal dans la zone sur laquelle s'étend sa juridiction. La monnaie émise par la Banque est le franc CFA (Communauté financière africaine) qui a cours légal dans tous les Etats membres; il est identifié par une lettre spéciale à l'Etat membre dont il est originaire. La Banque peut inviter toutes les sociétés publiques et privées à lui vendre contre des francs CFA des disponibilités extérieures en francs français ou autres devises étrangères. Lorsque le rapport entre le montant des avoirs extérieurs de la Banque (des sept Etats membres) et le montant de ses engagements à vue est inférieur à 20 pour 100 pendant 30 années consécutives ou que l'on a des raisons de penser que cette situation peut se produire prochainement, le Président convoque le Conseil aux fins d'étudier l'opportunité d'un relèvement du taux

d'escompte ou d'une réduction des plafonds de réescompte. Lorsque le rapport précité devient inférieur à 10 pour 100 au cours de trente années consécutives, le Président du Conseil d'administration le notifie aux comités monétaires nationaux et aux membres du conseil qu'il réunit pour qu'il décide d'abaisser les plafonds de réescompte et éventuellement de relever le taux d'escompte.

ANNEXE III

BANQUE DU ROYAUME DU BURUNDI

A. Création et administration

1. Le siège de la Banque est à Bujumbura. La Banque peut ouvrir des succursales ou des agences dans le pays.
2. L'administration et la gestion de la Banque sont assurées par le Président, un Comité de direction et le Conseil de régence.
3. Le Président, ainsi que le Vice-Président qui l'assiste et le remplace en cas d'absence, sont nommés par le Roi, sur proposition du Conseil des Ministres, pour une durée de trois ans. Le Président est chargé de la gestion des affaires courantes de la Banque et veille à l'exécution des décisions et des directives générales du Comité de direction et du Conseil de régence.
4. Le Comité de direction est présidé par le Président et comprend en outre le Vice-Président et deux administrateurs. Ces derniers sont nommés par le Roi, sur proposition du Ministre des finances, pour une durée de trois ans. Le Comité est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la Banque et a compétence pour tous actes non expressément réservés par la loi au Conseil de régence. Le Président de la Banque, en qualité de Président du Comité, réunit celui-ci une fois par semaine, de sa propre initiative ou à la demande d'un autre des membres. Le quorum est constitué par le Président et deux autres membres. Les décisions sont prises à la majorité simple, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.
5. Le Conseil de régence comprend, outre les membres du Comité de direction, quatre membres nommés par le Roi, pour une durée de trois ans, sur propositions des Ministres des finances et de l'économie ainsi que des Chambres de commerce et d'industrie. Ce Conseil est présidé par le Président de la Banque. Le Conseil se prononce sur les questions qui lui sont explicitement confiées par la loi et il

doit être consulté par le Comité de direction sur les questions relatives à la Banque, à la monnaie, au crédit et au développement économique. Il approuve les règlements intérieurs de la Banque. Le Président réunit le Conseil de sa propre initiative ou à la demande de deux membres au moins. Les réunions ordinaires doivent se tenir au moins une fois par mois. Le quorum est constitué par cinq membres, y compris le Président de la Banque. Les décisions sont prises à la majorité simple, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

6. Le capital autorisé de la Banque est de 30 millions de francs du Burundi; intégralement souscrit par l'Etat, il a été libéré à concurrence de 25 pour 100 lors de la création de la Banque et de 75 pour 100 dans les 30 jours suivants.

7. Les bénéfices nets de la Banque, tels qu'ils apparaissent après deduction des dépenses courantes, amortissements et dépenses imprévues, sont versés à raison de 50 pour 100 au moins pour versement à un fonds général de réserve, jusqu'à ce que ce dernier soit égal au capital. Le solde est versé au Trésor du Burundi.

8. La vérification des comptes et le contrôle des activités de la Banque sont assurés par un Collège de censeurs qui se compose de trois membres nommés par le Ministre des finances. L'un d'eux est désigné comme Président du Collège et exerce les fonctions de Commissaire du Gouvernement auprès de la Banque. Le Collège des censeurs, au moins une fois par an, présente au Ministre des finances et au Conseil de régence un rapport sur les comptes de la Banque. Le Président du Conseil des censeurs assiste à toutes les réunions du Comité de direction et du Conseil de régence, peut avoir accès à tous les documents et a droit de regard sur toutes les opérations de la Banque; il peut suspendre et dénoncer au Ministre des finances toute opération ou décision de la Banque qui lui paraît contraire aux dispositions de la loi, aux statuts de la Banque ou à l'intérêt national. Le Ministre des finances dispose d'un délai de 15 jours pour prendre une décision au sujet des mesures incriminées.

9. Les bénéfices de la Banque sont exempts de tous impôts directs. La Banque doit établir un relevé mensuel de comptes pour être publié au Bulletin officiel, ainsi que le relevé des comptes, le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice financier, arrêtés à la fin de chaque année civile et certifiés exacts par le Collège des censeurs, pour présentation au Ministre des finances.

B. Opérations

10. La Banque est habilitée à effectuer les opérations suivantes :

- a) acquérir, vendre, escompter et réescompter les lettres de change et autres effets de commerce négociables venant à échéance au plus tard dans les 180 jours et revêtus de la signature d'au moins trois personnes notoirement solvables;
- b) accorder des facilités d'escompte et de réescompte en vue de financer des activités industrielles et agricoles, sur garantie d'instruments de crédit portant la signature de trois personnes notoirement solvables, et venant à échéance dans 180 jours au maximum. Cette période peut être modifiée temporairement par décision du Conseil de régence;
- c) acheter, vendre et escompter les bons du Trésor et les effets à moyen terme émis ou garantis par le Gouvernement du Burundi;
- d) consentir des avances au Gouvernement et à tout particulier ou entreprise contre des effets émis ou garantis par le Gouvernement du Burundi ou contre de l'or ou toutes créances en devises étrangères, ainsi qu'à des organismes publics et à toutes autres institutions dont les engagements sont garantis par le Gouvernement du Burundi, aux conditions et selon les modalités arrêtées par le Conseil de régence. La valeur totale des effets émis et garantis par le Gouvernement et détenus par la Banque ne peut à aucun moment être supérieure à 350 millions de francs du Burundi. Cette limite peut être modifiée de commun accord par la Banque et le Ministre des finances, après avis conforme du Conseil de régence;

- e) recevoir des sommes en compte courant et, en dépôt, des titres, des lingots et monnaies d'or, des devises et des valeurs libellées en devises étrangères;
- f) exécuter des ordres d'achat et de vente de titres;
- g) réescompter à l'étranger les effets de son portefeuille, obtenir des crédits à l'étranger et effectuer des opérations de change à l'étranger;
- h) effectuer des opérations sur l'or, les métaux précieux et les devises étrangères;
- i) effectuer toutes opérations de nature à faciliter les transferts de fonds;
- j) avec l'autorisation du Conseil de régence statuant à la majorité des deux tiers, acquérir des titres ou participer d'autre manière à la constitution du capital d'organismes financiers patronnés par le Gouvernement ou placés sous sa garantie, ou acquérir des effets à long terme créés ou garantis par le Gouvernement. Le montant total des titres et effets à long terme détenus par la Banque ne peut dépasser 100 pour 100 du capital augmenté des réserves;
- k) acquérir, construire ou prendre en location les immeubles nécessaires à son fonctionnement, et prendre des hypothèques sur des immeubles si le prix qui en est offert en vente publique n'atteint pas le montant de la créance de la Banque;
- l) cautionner toutes obligations et constituer toutes garanties envers des tiers.

11. La Banque contrôle l'activité des banques et autres organismes financiers, ainsi que l'émission des titres et valeurs. Elle gère les organismes publics à caractère financier tels que la Caisse d'épargne du Burundi et la Banque de développement du Burundi, qui conservent cependant une personnalité juridique distincte et leurs ressources propres.

12. La Banque est le banquier et l'agent du Gouvernement; elle gère au nom de celui-ci l'Office des approvisionnements et l'Office des statistiques et, à la demande du Gouvernement, elle étudie les questions économiques, monétaires et financières et lui soumet ses avis.

13. La Banque a le monopole de l'émission des billets et des monnaies métalliques libellés en francs du Burundi.

1000

1000

1000

1000

ANNEXE IV

BANQUE NATIONALE D'ETHIOPIE

A. Création et administration

1. La Banque a son siège central à Addis-Abéba. Elle peut ouvrir des succursales dans le pays et désigner des correspondants dans le pays et à l'étranger.

2. Tous les pouvoirs en matière de gestion et d'administration de la Banque sont confiés à un Conseil d'administration composé de cinq membres : le Gouverneur, le ministre des finances et trois administrateurs. Le Gouverneur est nommé par l'Empereur pour une période de cinq ans. Il est le Directeur de la Banque et il est chargé des affaires courantes sous le contrôle du Conseil d'administration. Il est assisté d'un gouverneur adjoint, également nommé par l'Empereur, qui n'est pas membre de plein droit du Conseil, mais qui remplace le Gouverneur lorsqu'il est absent. Le Conseil peut de temps à autre déléguer l'un quelconque de ses pouvoirs au Gouverneur. Le Gouverneur préside le Conseil d'administration dont il convoque les réunions au moins une fois par mois, de sa propre initiative ou à la demande de deux administrateurs au moins. Le quorum est assuré par la présence de trois membres. Les décisions sont prises à la majorité simple, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

3. Le capital autorisé de la Banque, entièrement souscrit et détenu par l'Etat, est de 10 millions de dollars éthiopiens.

4. Les bénéfices de la Banque, après déduction des dépenses courantes, de l'amortissement, des créances douteuses et irrécouvrables et des dépenses imprévues, sont affectés à concurrence de 80 pour 100 à un fonds général de réserve à condition que celui-ci ne dépasse pas le montant du capital. Les sommes versées au fonds général de réserve sont réduites de 20 pour 100 dans ce cas. Le solde est porté au crédit du compte du ministère des finances.

5. La Banque est tenue de communiquer au Gouvernement impérial éthiopien un compte de profits et pertes, dans les trois mois qui suivent la clôture de chaque exercice financier, lequel va du 1er janvier au 31 décembre, et de publier sur ses opérations un rapport annuel contenant un bilan et un compte de profits et pertes, vérifiés et signés. La Banque doit également publier un bilan mensuel sommaire.

B. Opérations

6. Dans ses relations avec les banques et les autres établissements financiers, la Banque peut effectuer les opérations suivantes :

- a) achat, vente, escompte et réescompte de lettres de change, de billets à ordre, d'effets de banques et d'autres instruments de crédit à 180 jours au maximum, émis pour financer des opérations commerciales ou l'emmagasiner de biens non périssables et la production ou la transformation de produits agricoles, minéraux et industriels. Dans ce dernier cas, la Banque peut, si elle le juge être de l'intérêt de l'économie nationale, porter l'échéance maximale de 180 à 270 jours;
- b) octroi d'avances ou de prêts à un an au maximum sur garantie des instruments de crédit mentionnés à l'alinéa a), et de bons du Trésor éthiopien;
- c) acceptation de dépôts et transferts;
- d) prestation de services de compensation aux autres banques.

7. La Banque peut publier des règlements concernant ses opérations de crédit et celles des banques et des autres établissements financiers, fixer ses taux d'intérêt, d'escompte et de réescompte, et imposer les taux maximaux et minimaux d'intérêt que les autres banques perçoivent sur les prêts et les dépôts, demander aux banques de détenir un certain montant de réserves sous forme de dépôts auprès d'elle à concurrence de 20 pour 100 de leurs dépôts à vue - les pourcentages relatifs aux dépôts à vue et aux dépôts à terme peuvent être différents -, imposer un rapport minimal des liquidités aux engagements à court terme, ne

dépassant pas toutefois 30 pour 100, déterminer les objectifs pour lesquels elles peuvent accorder des prêts et des avances et opérer des placements, leur échéance maximale et les garanties requises pour l'octroi des prêts et le plafond des prêts, avances et placements de tous genres ou leur montant global.

8. C'est à la Banque qu'est confiée la tâche d'autoriser la création de banques et d'approuver l'ouverture, la fermeture et le transfert de succursales des banques dans le pays, ainsi que la fusion de plusieurs banques. Pour que la création d'une banque puisse être autorisée, la preuve doit être faite que 51 pour 100 au moins de son capital sont souscrits par des Ethiopiens. Les banques opérant dans le pays doivent soumettre à la Banque nationale d'Ethiopie un bilan chaque mois et un bilan annuel et un compte de profits et pertes chaque année. La Banque définit la forme dans laquelle ces comptes doivent être présentés et peut demander tous les renseignements supplémentaires qu'elle juge nécessaires.

9. La Banque exerce en Ethiopie les fonctions de contrôleur et de surveillant pour assurer que toutes les banques et tous les établissements financiers observent les lois et les règlements pertinents. A cette fin, elle est habilitée à faire inspecter les livres et les comptes des banques par son personnel ou par des comptables ou des commissaires aux comptes qualifiés et, si besoin est, à prendre toutes les mesures nécessaires y compris la suspension temporaire des activités d'une banque ou sa liquidation.

10. La Banque est le banquier et l'agent fiscal du Gouvernement éthiopien. A ce titre, elle accepte les dépôts et effectue des paiements pour le compte de l'Etat; elle effectue les opérations relatives à la dette publique, à savoir l'émission et le service de bons et d'autres titres; elle rassemble et garde les fonds de l'Etat; elle vend, achète, transfère et garde les chèques, les lettres de change, les titres, l'or, l'argent et les devises étrangères au nom du Gouvernement, elle souscrit et garantit les emprunts publics émis par l'Etat.

La Banque peut consentir des avances temporaires à l'Etat à condition que celles-ci ne dépassent à aucun moment 15 pour 100 des recettes ordinaires perçues au cours de l'exercice financier écoulé. Ces avances sont remboursables dans les six mois qui suivent la clôture de chaque exercice financier. Elle peut acheter sur le marché libre les bons du Trésor à 12 mois au maximum et les accepter en garantie d'avances aux emprunteurs autres que l'Etat, à condition toutefois que le montant total des bons du Trésor détenus par la Banque ne dépasse à aucun moment la moitié de son capital et du fonds général de réserve. Enfin, elle est habilitée à acheter des effets publics d'Etat négociables et à dix ans au maximum, à condition que le total de ces titres et des titres non négociables remis à la Banque en vertu de la Currency and Legal Tender Proclamation de 1945, ne dépasse pas quatre fois la valeur totale du capital et du fonds général de réserve de la Banque.

11. La Banque a le monopole de l'émission des billets et des pièces de monnaie libellés en dollars éthiopiens. La parité de la monnaie nationale est fixée par la loi à 0,355468 grammes d'or fin. La parité ne peut être modifiée que par un décret impérial pris sur recommandation du Conseil des ministres. La Banque détient et gère les réserves de devises du pays, qui consistent en or et en devises librement convertibles, dont le montant doit à tout moment être égal à 25 pour 100 de la monnaie en circulation et des autres dépôts à vue de la Banque. A cette fin, la Banque est habilitée à acheter et à vendre des devises étrangères, à ouvrir des comptes dans les banques étrangères et à effectuer des opérations sur l'or et les métaux précieux. Les opérations sur devises ne peuvent être effectuées que par la Banque avec les banques et les autres établissements financiers d'Ethiopie, avec l'Etat éthiopien et ses organismes, les banques commerciales et centrales étrangères et les organisations internationales. La Banque peut fixer le taux de change du dollar éthiopien par rapport aux autres monnaies, dans les limites de un pour 100 de la parité.

12. Tout profit ou toute perte résultant du changement de la parité du dollar éthiopien ou d'autres monnaies étrangères détenues par la Banque au titre des réserves en devises doit être porté au crédit ou au débit d'un compte spécial appelé "compte de réévaluation des réserves".

ANNEXE V

BANQUE DU GHANA

A. Création et administration

1. Le siège de la Banque est à Accra. La Banque peut ouvrir des succursales dans le pays et nommer des agents et des correspondants au Ghana et à l'étranger, conformément aux décisions de son conseil d'administration.

2. L'administration générale de la Banque est confiée à un Conseil d'administration qui est composé d'un Gouverneur, d'un Gouverneur adjoint et de cinq administrateurs. Le Gouverneur et le Gouverneur adjoint sont nommés par le ministre des finances pour une durée de cinq ans. Les administrateurs sont nommés par le ministre des finances également pour une durée de trois ans. C'est au Gouverneur, et en son absence, au Gouverneur adjoint qu'incombe l'administration des affaires courantes de la Banque. Le Gouverneur assume également les fonctions de Président du Conseil d'administration qu'il convoque une fois par mois au moins. Le quorum requis aux réunions est de quatre membres. Les décisions sont normalement prises à la majorité simple, et en cas de partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante.

3. Le capital autorisé de la Banque est de 10 millions de livres ghanéennes, et est entièrement réservé au Gouvernement qui peut y souscrire selon les besoins. Le capital autorisé peut être augmenté de temps à autre lorsque besoin est.

4. Les bénéfices de la Banque, après déduction des dépenses courantes et des provisions pour créances douteuses ou irrécouvrables, de l'amortissement, des versements aux caisses de retraite du personnel et des dépenses imprévues, sont versés au fonds général de réserve dans la proportion de 25 pour 100 si le montant du fonds n'est pas supérieur à celui du capital, et dans la proportion de 12,5 pour 100 s'il n'est pas supérieur au double du capital. Le solde ou la totalité des bénéfices lorsque les avoirs du fonds général de réserve dépassent le double du capital, est versé au fonds consolidé.

5. La Banque doit tenir des comptes complets de ses opérations, et communiquer au ministre des finances dans un délai de trois mois après la clôture de l'exercice financier, son rapport et ses comptes annuels certifiés exacts par le Commissaire général aux comptes ou par des commissaires agréés par lui et par le ministre des finances. La Banque doit également présenter deux fois par mois au ministre des finances un état de son actif et de son passif.

B. Opérations

6. La Banque est habilitée à effectuer les opérations suivantes :
- a) opérations sur l'or, les métaux précieux, les devises et les valeurs d'Etat étrangères;
 - b) sous réserve de l'approbation préalable du ministre des finances, des emprunts en devises étrangères, prêts à des organismes étrangers et garantie de prêts à l'étranger;
 - c) achat, vente, escompte et réescompte de lettres de change étrangères, de bons du Trésor émis à l'étranger et à échéance de 91 jours au maximum ainsi que de valeurs émises par des Etats étrangers ou garanties par des Etats étrangers;
 - d) achat, vente escompte et réescompte de lettres de change et de billets à ordre ghanéens relatifs à des transactions commerciales et à 90 jours au maximum, de lettres de change et de billets à ordre émis pour financer des travaux agricoles saisonniers et venant à échéance dans les 180 jours, ainsi que de bons du Trésor à 91 jours au maximum;
 - e) achat et vente des valeurs d'Etat à 20 ans au maximum;
 - f) octroi d'avances contre des bons du Trésor à 91 jours au maximum, des pièces et lingots d'or, des lettres de change pouvant être escomptées ou réescomptées par la Banque et des certificats d'entrepôt relatifs à des produits de base et à d'autres produits dûment assurés.

7. Après avoir consulté le ministre des finances, la Banque peut imposer aux établissements de crédit de garder des avoirs liquides, dont elle fixe le montant ou le pourcentage par rapport aux dépôts, ou à la fois le montant et ce pourcentage. La Banque peut demander à tous les établissements financiers ou bancaires de présenter des relevés de comptes, elle a le droit d'examiner leurs livres, leurs registres et leurs documents. L'avis favorable de la Banque est nécessaire pour la création, la fermeture, la modification du capital et le changement de raison sociale d'un établissement bancaire et pour sa fusion avec un autre. Enfin, la Banque peut fixer le montant minimal du capital versé des banques commerciales et la partie des bénéfices que les banques ne peuvent distribuer.
8. La Banque agit en qualité de banquier et d'agent fiscal du Gouvernement et des organismes publics. Elle peut accorder des avances temporaires au Gouvernement à condition que leur montant ne dépasse jamais 10 pour 100 des recettes budgétaires prévues au cours d'un exercice financier. Dans des circonstances exceptionnelles, ce pourcentage peut être porté à 15 pour 100. C'est à la Banque que sont confiées l'émission d'emprunts et la gestion de la dette publique.
9. La Banque a le monopole de l'émission des billets et des pièces libellés en livres ghanéennes. La parité de la livre ghanéenne est fixée à 2,48828 grammes d'or fin. Le service d'émission de la Banque détient, gère et contrôle les réserves de devises étrangères du pays qui peuvent consister en pièces et lingots d'or, en billets de banque et en soldes en livres sterling ou en d'autres devises convertibles, en lettres de change libellées en devises convertibles émises en dehors du Ghana, dont l'échéance ne dépasse pas trois mois, et en valeurs d'Etat étrangères libellées en devises convertibles dont le montant ne doit pas dépasser 40 pour 100 de l'actif total du service d'émission. Le service d'émission peut également détenir en garantie de la monnaie en circulation des bons du Trésor ghanéen à moins de 93 jours et des titres d'Etat ghanéens à moins de 20 ans, à condition

que le total des bons et des titres ne dépasse pas 40 pour 100 de la monnaie en circulation. Ce pourcentage peut être porté à 60 pour 100 par le ministre des finances.

10. Les décisions relatives à la parité de la livre ghanéenne par rapport à d'autres monnaies sont prises par le ministre des finances après consultation du Conseil d'administration.

ANNEKE VI

BANQUE DE LA REPUBLIQUE DE GUINÉE

A. Création et administration

1. La Banque a son siège à Conakry. Elle peut ouvrir des succursales dans le pays et nommer des agents et des correspondants à l'étranger.
2. Le capital de la Banque est de 500 millions de francs guinéens, entièrement souscrits par l'Etat. Il peut être augmenté par incorporation de réserves sur délibération du Conseil d'administration approuvée par décret gouvernemental.
3. Après deduction des dépenses courantes, de l'amortissement, des contributions à la caisse des pensions du personnel et à d'autres fonds, et des provisions pour dépenses imprévues diverses, les bénéfices nets sont attribués pour moitié à un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne l'équivalent du capital de la Banque. Le reste est versé au budget de l'Etat.
4. La Banque est gérée par un Gouverneur, un Comité de direction et un Conseil d'administration. Un censeur assure le contrôle de ses opérations.
5. Le Gouverneur de la Banque, nommé par décret, est responsable devant le Président de la République de la gestion de la Banque. En particulier, il gère la Banque conformément à ses règlements et statuts, la représente auprès des tiers et organise ses services. Il est assisté par un Directeur général et par les chefs de service nommés par décret gouvernemental.
6. Le Comité de direction aide le Gouverneur dans la gestion de la Banque. Il comprend le Directeur général et les chefs de service. Les attributions et l'organisation du Comité sont fixées par le Gouverneur.
7. Le Conseil d'administration comprend le Gouverneur, qui en est le Président, le Directeur général et un nombre indéterminé d'administrateurs

nommés par décret gouvernemental. Le Conseil doit être consulté sur toute question relative à la politique monétaire et de crédit, à la fixation du taux d'escompte et d'intérêt accordé par la Banque, à l'approbation du bilan à l'ouverture et à la fermeture de succursales et à toutes questions intéressant la politique générale de la Banque. Les réunions du Conseil, convoqué par le Président, doivent se tenir au moins une fois par trimestre. Le Conseil ne se réunit valablement que si le Gouverneur et le Directeur général sont présents. Le quorum est constitué par la moitié des administrateurs. Les décisions sont prises à la majorité simple.

8. Le contrôle des activités de la Banque est exercé par un censeur nommé par décret présidentiel. Le censeur a accès à tous les livres et dossiers de la Banque. Il assiste, à titre consultatif, aux réunions du Conseil.

9. La Banque doit établir un état de comptes tous les ans après arrêt des comptes au 31 décembre. Le bilan et le compte des profits et pertes doivent être présentés tous les ans au Président de la République, ainsi qu'un rapport d'activité, aux fins de publication au Journal officiel.

B. Opérations

10. La Banque est habilitée à effectuer les opérations suivantes :

- a) achat, vente, escompte et réescompte d'effets de commerce et de billets à ordre émis à l'occasion de transactions commerciales, revêtus d'au moins deux signatures de personnes notoirement solvables et venant à échéance dans les 120 jours de la date d'acquisition, et d'effets de commerce et de billets à ordre émis pour financer des campagnes agricoles et venant à échéance dans les 260 jours de la date d'acquisition;
- b) achat, vente, escompte et réescompte de bons du Trésor et d'autres valeurs d'Etat faisant l'objet d'une émission publique et venant à échéance dans les 90 jours, à condition

que le montant total des effets publics en portefeuille ne dépasse pas 10 pour 100 des recettes de l'Etat enregistrées au cours de l'année budgétaire écoulée;

- c) octroi d'avances, pour six mois au maximum, garanties par des certificats d'entrepôt, des cessions de récoltes pendantes ou sur pied, des effets et autres instruments de crédit, des dépôts d'or ou de devises et des hypothèques maritimes. Ces avances ne peuvent dépasser les quotités fixées par le Gouvernement pour chacune des garanties précitées.
- d) octroi de crédits à moyen terme et à long terme à des fins conformes au plan national de développement, grâce à des ressources prévues à cette fin et aux conditions fixées par l'Etat;
- e) acceptation de dépôts sans intérêt;
- f) achat et vente d'or et de devises;
- g) obtention de crédits à court terme auprès des banques étrangères ou octroi de crédits à court terme à ces banques.

11. La Banque est l'agent fiscal de l'Etat. Elle assure gratuitement l'émission et la gestion de la dette publique. Elle joue également le rôle d'agent fiscal auprès des organismes officiels et autres institutions publiques. Elle aide le Gouvernement dans ses rapports avec les organisations internationales et dans la négociation d'accords de paiements et de compensation qu'elle est ensuite chargée d'appliquer. Elle peut émettre des valeurs garanties par l'Etat. La Banque prête son concours au Gouvernement pour la formulation de la politique économique; elle peut notamment lui proposer l'adoption de mesures intéressant la balance des paiements, les prix, les finances publiques et, d'une manière générale, le développement économique et la stabilité monétaire. Enfin, elle peut accorder au Gouvernement des avances temporaires pour 240 jours au maximum, à condition que celles-ci ne dépassent pas, au cours de l'année civile, 10 pour 100 des recettes ordinaires de l'Etat enregistrées au cours de l'année budgétaire écoulée.

12. La Banque fixe le taux d'escompte et d'intérêt applicable à ses opérations. Elle contrôle les activités des autres banques et veille à l'observation par tous les établissements de crédit des lois et règlements régissant la profession bancaire. Elle peut exiger des banques la présentation périodique de tous renseignements ou états de comptes qu'elle juge nécessaires. Elle peut inspecter les banques, vérifier leurs livres et leurs opérations, et elle doit être consultée pour l'ouverture ou la fermeture des banques et de leurs succursales, la modification de leur capital, les opérations de fusion et le déplacement du siège ou des succursales des établissements de crédit.

13. La Banque a le monopole de l'émission de billets et pièces de monnaie libellés en francs guinéens. Elle fixe le prix de l'or et le taux de change du franc guinéen par rapport aux autres monnaies. Elle est seule habilitée à effectuer les transactions sur l'or et les devises. A cette fin, elle peut nommer comme agents d'autres banques dont elle fixe les pouvoirs. La Banque détient les réserves nationales d'or et de devises et exerce le contrôle des transactions de change par l'intermédiaire de l'Office des changes. Elle participe à l'établissement des prévisions de recettes et de dépenses en devises et elle doit être consultée pour l'établissement du programme national d'importations et d'exportations.

ANNEXE VII

BANQUE DE RESERVE DU MALAWI

A. Creation et administration

1. Le siège de la Banque est à Blantyre. La Banque peut ouvrir des succursales dans le pays et nommer des agents et des correspondants au Malawi et à l'étranger.

2. Le Conseil d'administration, qui dirige la Banque et qui est chargé de prendre toutes les décisions de politique générale, comprend un Gouverneur et quatre administrateurs, dont l'un peut être nommé Gouverneur adjoint. Le Gouverneur et éventuellement le Gouverneur adjoint sont nommés par le Gouverneur général après avis du Premier ministre, pour une période de cinq ans au maximum. Les autres administrateurs, au nombre de trois ou quatre selon qu'il y a ou non un Gouverneur adjoint, sont nommés par le Premier ministre pour une période de trois ans. Mais un des premiers administrateurs est nommé pour un an et un autre pour deux ans, de manière à assurer le renouvellement progressif du Conseil. Les réunions du Conseil sont convoquées par le Gouverneur agissant en sa qualité de Président. Le quorum est assuré par la présence du Président et de deux administrateurs. Les décisions sont prises à la majorité simple; en cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

3. Le capital autorisé de la Banque est de 500.000 livres du Malawi et est entièrement souscrit par l'Etat. La loi prévoit la possibilité d'augmenter le capital par une résolution du Conseil d'administration, avec l'approbation du ministre des finances. Toute augmentation doit être souscrite entièrement par l'Etat.

4. Déduction faite des dépenses courantes et après constitution de provisions pour dettes irrécouvrables ou douteuses, amortissement, contributions à la caisse des pensions du personnel et dépenses imprévues, les bénéfices de la Banque doivent être répartis comme suit :

- a) à un fonds général de réserve : 100 pour 100 si le montant du fonds ne dépasse pas la moitié du capital de la Banque; 25 pour 100 et 10 pour 100, respectivement, si le fonds ne dépasse pas le capital et le double du capital;
- b) le solde à l'Etat, avec possibilité d'opérer d'autres versements au fonds général de réserve, même si celui-ci dépasse le double du capital, sous réserve de l'approbation du ministre des finances.

5. La Banque est exonérée de toute taxe ou impôt au Malawi. L'exercice financier de la Banque va du 1er janvier au 31 décembre. La Banque doit enregistrer toutes ses transactions, faire vérifier tous les ans ses comptes par des vérificateurs approuvés par le Conseil d'administration et par le Premier ministre, et présenter à celui-ci tous les ans un rapport d'activité et un état vérifié des comptes.

B. Operations

6. La Banque est habilitée à effectuer les opérations suivantes :
- a) émission de traites à vue et d'autres effets;
 - b) achat et vente de pièces et de lingots d'or;
 - c) acceptation de dépôts de l'Etat, des organismes publics et des établissements financiers;
 - d) achat, vente, escompte et réescompte de lettres de change émises dans le pays, de billets à ordre relatifs à la production agricole ou à des transactions commerciales, et de bons du Trésor à 93 jours au maximum;
 - e) achat et vente de valeurs d'Etat à 25 ans au maximum, pourvu que le montant total des valeurs détenues pour une raison quelconque et à échéance de plus de deux ans, ne dépasse jamais le quart des obligations à vue de la banque;
 - f) achat et vente, avec l'approbation préalable du Premier ministre, d'actions de sociétés patronnées par l'Etat qui financent et encouragent le développement, à condition que

le montant total des actions détenues par la Banque ne dépasse jamais 10 pour 100 du capital plus le montant du fonds de réserve;

- g) octroi d'avances à échéance de trois mois au maximum contre bons du Trésor à 93 jours au maximum;
- h) octroi aux banques opérant au Malawi d'avances à échéance de trois mois au maximum contre des billets à ordre garantis par des pièces ou des lingots d'or, des valeurs d'Etat à 25 ans au maximum, des lettres de change et des certificats d'entrepôt. Ces avances ne doivent pas dépasser les trois quarts de la valeur actuelle des bons du Trésor et des lettres de change ou 60 pour 100 de la valeur marchande des produits faisant l'objet des certificats d'entrepôt;
- i) achat et vente de devises, de bons du Trésor étrangers à moins de 184 jours et de valeurs libellées en or, en livres sterling ou en d'autres monnaies convertibles;
- j) ouverture de comptes et rapports de correspondant avec des banques centrales et des banques commerciales étrangères;
- k) emprunts en devises, avec l'autorisation du Premier ministre;
- l) émission et gestion d'emprunts émis par l'Etat ou par les organismes officiels;
- m) prestation de services de compensation et de garde de coffres-forts aux clients.

7. Les opérations que la Banque n'est pas habilitée à effectuer sont celles qui généralement ne sont pas confiées aux banques centrales, telles qu'intervention directe dans les affaires, acquisition d'actions et de biens immobiliers, octroi d'avances non cautionnées, acceptation d'effets non payables à vue et paiement d'intérêts sur les dépôts en compte courant.

8. La Banque peut fixer son taux d'escompte et de réescompte, déterminer le taux de change de la livre du Malawi, avec une marge de un pour 100 en deça ou au-delà de la parité officielle, imposer un taux

de liquidité et des réserves obligatoire aux banques operant dans le pays et exiger d'elles la présentation régulière de renseignements sur leurs comptes et leurs activités.

9. La Banque est le banquier et le conseiller du Gouvernement; elle peut lui accorder des avances temporaires jusqu'à concurrence de 10 pour 100 des prévisions de recettes au cours d'un exercice financier.

10. La Banque a le monopole de l'émission des billets et des pièces de monnaie. La parité officielle de la livre du Malawi est de 2,48828 grammes d'or fin. Cette parité peut être modifiée par la Banque avec l'approbation du Gouverneur général. La Banque détient et gère les réserves de devises qui consistent en or, soldes créditeurs des comptes dans les banques étrangères, en billets de banque et en pièces de monnaie, en lettres de change à 90 jours au maximum et libellées en livres sterling ou en d'autres monnaies convertibles, en bons du Trésor à 184 jours au maximum émis par le Gouvernement du Royaume-Uni ou d'autres gouvernements à monnaie convertible, et en valeurs d'Etat britanniques ou en autres valeurs d'Etat de pays dont la monnaie est librement convertible. La valeur des réserves extérieures doit toujours représenter au moins la moitié des obligations à vue de la Banque, y compris la monnaie en circulation.

ANNEXE VIII

INSTITUT D'EMISSION MALGACHE (I.E.M.)

A. Création et administration

1. L'Institut est un établissement public national, dont le siège est à Tananarive.

2. L'Institut est administré par un Conseil d'administration composé de quatre représentants désignés par le Gouvernement malgache et de quatre représentants désignés par le Gouvernement français; leur mandat est de quatre ans. Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer l'Institut. Le Président est désigné par le Conseil, avec l'agrément des gouvernements français et malgache. Il convoque les réunions du Conseil de sa propre initiative ou sur la demande de la moitié au moins des administrateurs. Le quorum des réunions est assuré par la présence de cinq administrateurs. Les décisions sont prises à la majorité simple, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage des voix.

3. Le Conseil nomme un Directeur général avec l'agrément des gouvernements malgache et français. Le Directeur général assure l'exécution des décisions du Conseil et la gestion des affaires courantes de l'Institut sous le contrôle du Conseil.

4. Le capital autorisé de l'Institut est de 500 millions de francs malgaches; il est souscrit pour moitié par le Gouvernement malgache et pour moitié par le Gouvernement français. Il peut être augmenté d'un commun accord par les deux gouvernements par de nouveaux apports égaux ou par incorporation de réserves.

5. Les bénéfices nets, après deduction des dépenses courantes, des amortissements et des dépenses imprévues, sont affectés à concurrence de 15 pour 100 à un fonds général de réserve à condition que celui-ci ne dépasse pas la moitié du capital. Le solde est versé au Trésor malgache.

6. L'Institut établit chaque mois la situation de ses comptes qui est publiée dans les journaux officiels de Madagascar et de la France. Le 31 décembre de chaque année, l'Institut doit publier une situation générale de ses comptes de l'année qui est soumise aux ministres des finances français et malgache, et six mois plus tard au maximum, un rapport d'activité du Conseil. La vérification des comptes et le contrôle des opérations de l'Institut sont confiés à un commissaire intérieur aux comptes désigné par le Gouvernement malgache. Le commissaire aux comptes assiste aux réunions du Conseil à titre consultatif.

B. Opérations

7. L'Institut est habilité à effectuer les opérations suivantes :

- a) transferts de fonds entre la France et Madagascar;
- b) achat et vente d'or et de devises étrangères;
- c) réescompte aux banques des lettres de change à 180 jours au maximum et revêtues d'au moins deux signatures de personnes notoirement solvables;
- d) octroi d'avances aux banques garanties par des lettres de change et d'autres instruments de crédit et par des dépôts d'or ou de devises étrangères;
- e) réescompte aux banques de documents représentatifs de crédits à moyen terme venant à échéance dans cinq ans au maximum.

Pour que les documents de crédit à moyen terme puissent être réescomptés, ils doivent financer le développement des moyens de production ou la construction d'immeubles. Le montant maximal des documents de crédit à moyen terme qui peuvent être admis au réescompte est fixé périodiquement par le Conseil d'administration;

- f) achat, vente, escompte de bons du Trésor malgache, à condition que ceux-ci viennent à échéance dans six mois au maximum et octroi d'avances sur ces titres. Le montant des opérations ainsi réalisées avec toute banque intervenante ne peut dépasser 10 pour 100 du montant moyen au cours des 12 mois écoulés des dépôts à vue de sa clientèle;

- g) octroi d'avances temporaires au Gouvernement malgache pour des périodes ne dépassant pas 240 jours, à condition que le montant total ainsi avancé au cours d'un exercice financier ne dépasse pas 10 pour 100 des dépôts de l'Institut au cours des 12 derniers mois ou 10 pour 100 des recettes fiscales du Gouvernement malgache encaissées au cours de l'exercice financier écoulé;
- h) escompte de traites ou de billets à ordre souscrits à l'ordre du Trésor malgache, venant à échéance dans les quatre mois, sous condition de caution bancaire;
- i) ouverture aux banques de compte courant non productif d'intérêts;
- j) acquisition de biens immobiliers uniquement dans le cadre de ses opérations courantes et avec ses propres fonds;
- k) à titre exceptionnel, prise de participation dans des entreprises d'intérêt public, avec l'autorisation des ministres des finances français et malgache.

8. L'Institut fixe ses taux d'escompte et de réescompte et, à la demande du Gouvernement malgache, assure l'application des lois et règlements relatifs à l'exercice de la profession bancaire dans le pays. Il peut demander aux banques de lui fournir périodiquement des renseignements sur leurs activités. Il est chargé d'assurer la centralisation des renseignements sur le crédit dans le pays. Le Gouvernement malgache peut le consulter sur des questions de crédit, de monnaie et de change.

9. L'Institut tient le compte du Gouvernement malgache pour qui il effectue sans frais les encaissements et les paiements. En outre, l'Institut peut assurer pour le Gouvernement la garde de valeurs, le paiement de coupons et le remboursement des valeurs du Trésor malgache.

10. L'Institut a le monopole de l'émission du franc malgache; le Gouvernement le consulte pour des questions relatives à la fixation des taux de change et au contrôle des changes en général.

ANNEXE IX

BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU MALI

A. Création et administration

1. La Banque a son siège à Bamako. Elle peut ouvrir des succursales ou des bureaux temporaires dans toute localité du pays; elle peut également nommer des agents et des correspondants à l'étranger.
2. Le capital de la Banque est de un milliard de francs maliens. Il est entièrement souscrit par l'Etat et imputé sur les ressources budgétaires. Le capital peut être augmenté par incorporation de réserves ou par une nouvelle souscription de l'Etat.
3. Après deduction des dépenses courantes, de l'amortissement, des contributions à la caisse des pensions du personnel et des dépenses imprévues, les bénéfices nets sont affectés pour 50 pour 100 à la constitution d'un fonds de reserve, tant que celui-ci ne dépasse pas le montant du capital de la Banque. Au-delà de ce montant, les bénéfices sont versés au budget de l'Etat.
4. L'administration et la gestion de la Banque sont assurées par un Conseil des banques et par un Gouverneur. Le Conseil des banques, présidé par le Gouverneur, comprend deux représentants de l'Assemblée nationale, un représentant du ministère du Plan, du ministère des finances, du commerce et de l'industrie, des travaux publics et des transports, ainsi qu'un représentant de la Fédération nationale des coopératives, un représentant de l'Union des travailleurs du Mali et un représentant pour chacune des banques d'Etat. Les directeurs généraux, censeurs et commissaires aux comptes des banques d'Etat doivent assister aux réunions du Conseil des banques à titre consultatif. Le Président convoque ces réunions au moins une fois par trimestre. Le Conseil decide de toute question relative à la politique de crédit, à la réglementation des transferts de fonds dans le pays et vers l'étranger, et de toute mesure intéressant la situation économique du pays.

5. Le Gouverneur est nommé par décret du Conseil des ministres. Il est chargé d'appliquer le statut de la Banque et les décisions du Gouvernement relatives à la politique monétaire, bancaire et financière. Il est directement responsable devant le Gouvernement. Il contrôle et coordonne les activités des banques d'Etat, nomme les chefs de service et les directeurs des succursales de la Banque et des autres banques d'Etat. Le Gouverneur est secondé et remplacé en cas de besoin par un Directeur général qui a la charge de la gestion quotidienne des affaires et des opérations de la Banque.

6. La Banque est tenue de présenter au Gouvernement, dans un délai de trois mois après la clôture de l'exercice financier, un bilan, un compte de profits et pertes et un rapport d'activité. Elle est exemptée de tout impôt ou charge fiscale.

B. Opérations

7. La Banque est habilitée à accorder des crédits à court terme aux entreprises d'Etat travaillant dans le domaine du commerce, de l'agriculture, de l'industrie ou du bâtiment, aux associations coopératives, et aux sociétés privées dont les activités artisanales se conforment à la politique économique du Gouvernement. Ces crédits sont accordés à terme fixe et contre garanties fixées par la Banque, telles que des effets de commerce, des valeurs, de l'or, des marchandises et documents qui les représentent. De par ses opérations de crédit, la Banque contrôle les activités des entreprises d'Etat et oriente celles des autres entreprises de manière à favoriser le développement économique national.

8. La Banque reçoit les fonds à titre de dépôt, en compte courant ou autre, remboursable à vue ou à terme. Toutes les entreprises d'Etat et organismes officiels ainsi que les sociétés coopératives sont tenus de déposer la totalité de leurs fonds libres auprès de la Banque. La Banque accepte en dépôt les valeurs et autres instruments de crédit dont elle assure la garde et la gestion. Elle peut aussi effectuer toutes autres opérations bancaires, y compris l'achat et la vente de biens immobiliers.

9. La Banque est l'agent fiscal de l'Etat. Elle assure la tenue du compte courant du Trésor : elle crédite le compte des sommes versées au budget de l'Etat et le paiement prévu par le budget.
10. La Banque contrôle les activités de toutes les banques et de tous les établissements de crédit. A cette fin, le Gouverneur nomme deux inspecteurs qui ont tout pouvoir pour consulter les livres et les écritures des banques, qui peuvent effectuer des inspections périodiques en vue de veiller à ce que les activités des banques soient conformes aux dispositions législatives et réglementaires.
11. La Banque a le monopole de l'émission de billets de banque et de pièces de monnaie libellés en franc malien, dans les limites des plafonds fixés par l'Etat. Elle détient les réserves nationales d'or et de devises qui constituent la couverture de la monnaie en circulation.
12. La Banque a le monopole de l'achat et de la vente de l'or, des métaux précieux et des devises, mais elle peut déléguer une partie de ses pouvoirs à d'autres organismes officiels ou à des institutions coopératives. Elle fixe le taux de change du franc malien. Elle est chargée d'appliquer et d'exercer le contrôle des changes, et par conséquent, de réglementer et de contrôler tous les transferts de fonds et tous les paiements en provenance ou à destination de l'étranger. Les résidents au Mali sont tenus de verser à la Banque dans un délai de dix jours, toutes les devises acquises par eux.
13. En coopération avec les ministères du Plan, du commerce et des finances, la Banque établit les prévisions de recettes et de dépenses en devises. Elle doit être consultée pour la préparation du programme annuel d'importations et d'exportations. Elle participe à la négociation d'accords de commerce, de paiements et de prêts entre le Gouvernement du Mali et les gouvernements d'autres pays et elle représente le Gouvernement auprès des organisations internationales.

THE

ANNEXE X

BANQUE DU MAROC

A. Création et administration

1. Le siège de la Banque est à Rabat. La Banque peut ouvrir des succursales ou des agences dans le pays.
2. Les organes d'administration, de direction et de contrôle de la Banque du Maroc sont le Conseil de la Banque, le Gouverneur, le Comité de direction et le Commissaire du Gouvernement.
3. Le Gouverneur est nommé par dahir (décret royal), sur proposition du Ministre des finances et pour une durée indéterminée. Il administre et dirige la Banque aux conditions arrêtées par la loi, préside le Conseil de la Banque, propose à ce Conseil la nomination des directeurs de la Banque, arrête les attributions respectives de ceux-ci et représente la Banque à l'égard des tiers. Le Gouverneur est assisté par un Vice-Gouverneur qui le remplace en cas d'absence, et par un Directeur général. Le Vice-Gouverneur est nommé dans les mêmes conditions que le Gouverneur. Le Directeur général est nommé par le Gouverneur, avec l'accord du Ministre des finances et du Conseil de la Banque.
4. Le Conseil de la Banque est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Banque et, entre autres, approuve les statuts de la Banque et la création des succursales et agences, fixe les taux officiels des opérations de la Banque, décide du placement des fonds propres de la Banque, approuve le budget des dépenses de celle-ci et délibère sur toutes les questions relatives à son organisation et à sa politique générale. Le Conseil se compose du Gouverneur de la Banque, du Vice-Gouverneur ou du Directeur général, des présidents ou directeurs généraux des institutions para-étatiques de crédit dont la liste est fixée par le Ministre des finances, de deux membres représentant, l'un le Ministre des finances et l'autre le Ministre de l'économie nationale et nommés respectivement par ceux-ci, d'un membre représentant le Ministre de l'agriculture et nommé

sur proposition de ce dernier par le Ministre des finances, et de deux personnalités du secteur économique et financier, nommées par le Ministre des finances. Cette composition peut être modifiée par décret, sur proposition du Ministre des finances. Le Conseil se réunit au moins une fois par trimestre, à l'initiative de son Président ou à la demande d'au moins trois de ses membres. Le quorum est atteint lorsque la majorité des membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité simple, la voix du Gouverneur étant prépondérante en cas de partage égal des voix;

5. Le Comité de direction, composé du Gouverneur, du Vice-Gouverneur ou du Directeur général et de Directeurs désignés par le Gouverneur, assiste ce dernier dans la direction des affaires journalières de la Banque.

6. Le Commissaire du Gouvernement contrôle pour le compte de l'Etat les activités de la Banque. Il assiste aux séances du Conseil et donne son agrément à l'approbation, par le Conseil, du bilan et du compte de profits et pertes de la Banque. Il est nommé par dahir, sur proposition du Ministre des finances. Il peut être assisté d'un Commissaire suppléant.

7. Le capital autorisé de la Banque est de 20 millions de dirhams, entièrement souscrits par l'Etat; cette souscription a été acquittée à concurrence de 1,66 million par apport des immeubles nécessaires au fonctionnement de la Banque, et pour le solde en espèces. Le capital peut être augmenté par l'incorporation de réserves, approuvée par décret.

8. Les bénéfices nets de la Banque, tels qu'ils apparaissent après déduction des dépenses courantes, des amortissements, des charges sociales ou autres et des autres prélèvements, sont affectés à un fonds général de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne un montant égal à celui du capital de la Banque, et peuvent être utilisés en partie pour l'allocation de gratifications spéciales au personnel et la constitution de fonds de réserves spéciaux. Le solde disponible est versé à l'Etat.

9. La Banque est exemptée de toutes taxes et autres charges fiscales, des droits de timbre sur tous ses actes judiciaires, et de l'obligation de fournir caution dans les procédures judiciaires. Elle est également exonérée de tous droits judiciaires et autres frais.

10. Les comptes de la banque sont contrôlés par un Collège de censeurs composé d'au moins deux membres, dont l'un au moins doit appartenir aux cadres du ministère des finances. Les censeurs sont nommés par dahir, pour une durée de quatre ans, sur proposition du Ministre des finances. Lors de la première nomination, l'un des censeurs est nommé pour deux ans. Les censeurs ont un droit illimité de contrôle et d'inspection des livres et des comptes de la Banque.

11. Le Gouverneur de la Banque doit soumettre mensuellement au Ministre des finances un état de situation qui est publié au Bulletin officiel. Le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice financier, approuvés par le Collège des censeurs, doivent être soumis au Conseil de la Banque et au Commissaire du Gouvernement dans les quatre mois suivant la clôture de cet exercice, qui coïncide avec l'année civile. La Banque doit en même temps présenter un rapport sur ses activités.

B. Opérations

12. La Banque est habilitée à effectuer les opérations suivantes :

- a) acheter et vendre de l'or et des devises étrangères, constituer des avoirs dans des banques étrangères et procéder à toute opération sur les effets de commerce tirés sur l'étranger et répondant aux conditions d'admissibilité à l'escompte de la Banque, ainsi que sur les effets émis par des Etats étrangers ou garantis par ceux-ci et venant à échéance dans un délai de trois mois au plus;
- b) acheter ou escompter des effets de commerce à 120 jours au maximum, ainsi que des effets émis ou garantis par l'Etat à la condition que ces derniers ne soient pas obtenus directement auprès de l'Etat;

c) consentir des prêts et des avances garantis par de l'or, des devises ou des créances en devises étrangères, des valeurs ou effets émis ou garantis par l'Etat, des effets de commerce et toutes autres valeurs réelles agréées par la Banque ou garanties par l'Etat.

13. Tous les effets de commerce qui sont escomptés par la Banque doivent être revêtus de trois signatures de personnes notoirement solvables. Deux signatures sont suffisantes pour les effets créés en représentation de crédits de campagne agricole ou industrielle. Les prêts et avances visés à l'alinéa c) du paragraphe 12. ci-dessus sont à échéance maximale de 9 mois, hormis ceux qui sont garantis par l'Etat ou par effets publics qui sont à échéance maximale de un an. A l'exception des opérations portant sur fonds d'Etat ou autres effets publics, les opérations de la Banque ne peuvent s'effectuer qu'en faveur d'organismes de crédit.

14. La Banque peut accepter des comptes courants et des comptes de dépôt, recevoir en dépôt des objets de valeur, des titres ou des métaux précieux, effectuer des opérations de change tant au comptant qu'à terme, obtenir ou accorder des crédits à court terme à l'étranger, réescompter son portefeuille à l'étranger, effectuer des opérations bancaires pour le compte de tiers et assurer selon les besoins le fonctionnement de chambres de compensation.

15. La Banque ne peut acquérir des propriétés immobilières que dans la limite des besoins de son exploitation. Elle peut aussi accepter des hypothèques sur des immeubles pour couvrir ses créances douteuses ou en souffrance, à condition d'aliéner ces biens dans un délai de deux ans, cette période pouvant être prolongée par le Ministre des finances. Elle peut, avec l'approbation de celui-ci, souscrire au capital d'établissements financiers régis ou contrôlés par l'Etat et, dans les mêmes conditions, souscrire aux emprunts émis par ces établissements.

16. La Banque est le conseiller financier du Gouvernement et l'agent de celui-ci pour ses opérations de banque et de crédit, tant à l'intérieur qu'à l'étranger. A cet effet, elle est chargée de l'émission, du remboursement et de la conversion des titres d'Etat, ainsi que du service de la dette publique. Elle participe à toutes les négociations relatives aux prêts et aux emprunts extérieurs directement conclus par l'Etat ou garantis par lui. Elle assiste le Gouvernement dans ses relations avec les organisations internationales, participe à la négociation de tous les accords financiers internationaux, établit les comptes de la balance des paiements et prépare le programme des importations. La Banque peut être chargée de la gestion d'institutions financières d'intérêt national, placées sous le contrôle ou la garantie de l'Etat, et elle est l'agent financier des organismes publics pour leurs opérations de banque et de crédit au Maroc et à l'étranger.

17. La Banque peut escompter les obligations souscrites en faveur du Trésor et venant à échéance dans un délai maximal de 90 jours; elle peut consentir à l'Etat des avances temporaires limitées, au cours d'une année budgétaire donnée, à 10 pour 100 des recettes budgétaires ordinaires effectives durant l'exercice financier précédent. La durée de ces avances ne doit pas excéder 240 jours.

18. La Banque a le monopole de l'émission des billets et des pièces métalliques libellés dans la monnaie nationale, qui est le dirham. Elle est tenue de conserver des réserves d'or ou de devises convertibles dont le montant ne peut être inférieur au neuvième des billets en circulation. Ce pourcentage peut être augmenté, jusqu'à un maximum d'un tiers des billets en circulation, par décret pris sur proposition du Ministre des finances, à la demande du Conseil de la Banque. Les réserves peuvent être composées d'or en lingots, d'or monnayé, d'or en compte auprès des banques centrales, de devises convertibles ou d'avoirs en compte en devises convertibles.

STATE OF NEW YORK
IN SENATE
JANUARY 1, 1901.

REPORT
OF THE
COMMISSIONERS OF THE LAND OFFICE
IN RESPONSE TO A RESOLUTION
PASSED BY THE SENATE
MAY 1, 1899.
ALBANY:
J. B. LEECH, STATE PRINTER.
1901.

ALBANY: J. B. LEECH, STATE PRINTER, 1901.

ANNEXE XI

BANQUE DE LA NIGERIA

A. Création et administration

1. Le siège de la Banque est à Lagos. La Banque peut ouvrir des succursales dans la Nigéria et nommer des agents et des correspondants conformément aux décisions du Conseil d'administration.

2. La politique et la gestion de la Banque sont confiées à un Conseil d'administration qui se compose d'un Gouverneur, d'un Gouverneur adjoint et de cinq administrateurs. Le Gouverneur et le Gouverneur adjoint sont nommés par le Gouverneur général de la Nigéria pour une durée de cinq ans. Les cinq administrateurs sont nommés par le Premier ministre de la Fédération pour une durée de trois ans. Cependant, la première fois, l'un des administrateurs est nommé pour un an et deux autres sont nommés pour deux ans, de manière à assurer le renouvellement échelonné du Conseil. Le Gouverneur assume les fonctions de Président du Conseil d'administration dont il convoque les réunions. Le Conseil doit se réunir au moins 10 fois au cours d'un exercice financier. Aux réunions, le quorum est assuré par la présence de quatre membres. Les décisions sont normalement prises à la majorité simple et en cas de partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante.

3. La Banque possède un Comité consultatif spécial qui comprend le ministre fédéral des finances et ses homologues régionaux, ou leurs suppléants, et le Gouverneur ou le Gouverneur adjoint de la Banque. Ce Comité est chargé d'étudier les questions d'intérêt national ayant trait à l'activité de la Banque. Le Comité doit se réunir au moins deux fois par année civile.

4. Le capital autorisé de la Banque est de 1,5 million de livres nigériennes, que le Gouvernement souscrit en totalité et qui sont versées de la façon que fixe la Banque avec l'autorisation du Ministre des finances. Le capital autorisé peut être augmenté par décision du Conseil approuvée par le Ministre des finances.

5. Les bénéfices nets de la Banque, après déduction des dépenses courantes, des provisions pour créances douteuses et irrécouvrables, amortissements, cotisation aux caisses de retraite du personnel et dépenses imprévues, sont répartis de la façon suivante :

a) 12,5 pour 100 sont versés au fonds général de réserve à condition que ce fonds soit inférieur au montant du capital autorisé de la Banque;

b) 6,25 pour 100 sont versés au fonds général de réserve à condition que ce fonds ne dépasse pas le double du montant du capital autorisé de la Banque;

c) 50 pour 100 du solde financier le restant des bénéfices est par le Gouvernement et versé à la Banque pour couvrir le coût de la frappe de la monnaie, l'impression et l'expédition du stock initial de la Banque en billets et monnaie divisionnaires.

6. La Banque est exonérée de l'impôt sur le revenu. Elle doit présenter au Ministre des finances, dans les deux mois qui suivent la clôture de l'exercice financier, qui va du 1er avril au 31 mars, un rapport sur ses activités et ses comptes annuels certifiés par les commissaires aux comptes nommés par la Banque avec l'approbation du Ministre. La Banque doit également présenter deux fois par mois au Ministre des finances des relevés de son actif et de son passif.

Le Ministre des finances peut recommander que le Directeur du bureau fédéral de vérification des comptes examine les comptes de la Banque relatifs à l'émission de monnaie nigérienne et, dans des cas exceptionnels, l'ensemble des comptes de la Banque.

B. Opérations

7. La Banque est habilitée pour effectuer les opérations suivantes :

- a) émettre des traites à vue et d'autres effets;
- b) acheter et vendre des pièces et des lingots d'or;
- c) ouvrir des comptes et accepter des dépôts de l'Etat, des organismes publics, des banques et des autres établissements de crédit et, avec l'assentiment du ministre des finances, d'autres personnes morales;
- d) acheter, vendre, escompter et réescompter les lettres de change et les billets à ordre nigériens relatifs à des transactions commerciales, à 90 jours au maximum et revêtus d'au moins deux signatures de personnes solvables, les lettres de change et les billets à ordre nigériens émis pour financer des travaux agricoles saisonniers et la commercialisation des récoltes, à 180 jours au maximum et les bons du Trésor à 93 jours au maximum;
- e) acheter et vendre des titres du Gouvernement fédéral à 25 ans au maximum. Le montant total des titres détenus par la Banque à plus de deux ans ne peuvent, toutefois, représenter plus de 33,33 pour 100 du montant total des engagements à vue;
- f) acheter des valeurs d'Etat pour un montant quelconque pour placer des avoirs de la caisse de retraite du personnel ou d'autres caisses analogues;
- g) avec l'approbation du Ministre des finances, acheter et vendre des actions des sociétés d'Etat qui assurent le financement et la promotion du développement économique ou la création d'un marché monétaire et d'un marché des capitaux en Nigéria. Le montant total de ces actions en portefeuille ne doit pas dépasser 50 pour 100 du capital total versé et du fonds général de réserve de la Banque;

- h) accorder des avances pour une durée ne dépassant pas trois mois contre des bons du Trésor à 93 jours au maximum, des lingots et des pièces d'or, des valeurs d'Etat à 25 ans au maximum, des lettres de change et des billets à ordre pouvant être réescomptés par la Banque et des certificats d'entrepôt. Le montant des avances ne peut, toutefois, dépasser 75 pour 100 de la valeur actuelle des valeurs d'Etat, des lettres de change et des billets à ordre et 60 pour 100 de la valeur marchande des produits qui font l'objet des certificats d'entrepôt;
- i) acheter et vendre des devises et acheter, vendre, escompter et réescompter des bons du Trésor étrangers à 184 jours au maximum;
- j) avoir des comptes dans les banques centrales et commerciales étrangères ou agir en qualité de correspondant de ces banques;
- k) acheter et vendre des titres d'Etat étrangers libellés en livres sterling ou en d'autres devises convertibles;
- l) assurer l'émission et la gestion des emprunts publics lancés par le Gouvernement fédéral et par les gouvernements régionaux et par d'autres organismes publics;
- m) garder des objets de valeur;
- n) encourager la création d'un système de compensation et fournir les facilités à cette fin.

8. Les opérations que la Banque n'est pas habilitée à effectuer sont celles qui généralement ne sont pas confiées aux banques centrales : intervention directe dans les affaires, acquisition d'actions et de biens immobiliers à titre de placement, octroi de prêts contre remise d'actions ou avances non garanties, acceptation d'effets non payables à vue et le versement d'intérêts sur les dépôts.

9. La Banque est habilitée à fixer son taux d'escompte et de réescompte, à déterminer les taux de change de la livre nigérienne dans des limites de un pour 100 de la parité, à agir en qualité de banquier des banques nigériennes, à imposer le montant minimal des liquidités que doivent détenir les banques eu égard à leurs engagements à vue et à terme; elle peut demander aux banques de lui soumettre des rapports sur leurs opérations et leurs comptes.

10. La Banque est le banquier et l'agent du Gouvernement fédéral nigérien. Elle peut lui accorder des avances temporaires, dont le montant ne doit pas, pour un exercice financier, dépasser 12,5 pour 100 de l'estimation des recettes budgétaires ordinaires.

11. La Banque a le monopole de l'émission des billets et des pièces en livres nigériennes. La parité de la livre nigérienne est fixée par la loi à 2,48828 grammes d'or fin. Elle ne peut être modifiée par la Banque qu'avec l'approbation du Gouverneur général. La Banque doit détenir et gérer les réserves de devises du pays, dont le montant ne doit pas être inférieur à 40 pour 100 du total des engagements à vue de la Banque. Les réserves de devises peuvent consister en pièces et lingots d'or, en billets de banque, en pièces de monnaie, en dépôts en banque et en lettres de change à 90 jours au maximum libellées en livres sterling ou en d'autres monnaies convertibles, en bons du Trésor à 184 jours au maximum libellés en livres sterling ou en d'autres monnaies convertibles et en valeurs d'Etat étrangères libellées en livres sterling ou en d'autres monnaies convertibles, à condition que leur montant ne dépasse pas 30 pour 100 des réserves des devises et que les deux tiers au maximum des valeurs détenues ne soient pas à plus de cinq ans.

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 3, 1862. It is a very important document, as it contains the President's annual message to Congress, which is a key part of the executive branch's communication with the legislative branch.

2. The second part of the document is a letter from the Secretary of the Interior to the President, dated January 10, 1862. It is a very important document, as it contains the Secretary's report on the state of the Department of the Interior, which is a key part of the executive branch's communication with the President.

3. The third part of the document is a letter from the Secretary of the Treasury to the President, dated January 15, 1862. It is a very important document, as it contains the Secretary's report on the state of the Department of the Treasury, which is a key part of the executive branch's communication with the President.

4. The fourth part of the document is a letter from the Secretary of the War to the President, dated January 20, 1862. It is a very important document, as it contains the Secretary's report on the state of the Department of the War, which is a key part of the executive branch's communication with the President.

5. The fifth part of the document is a letter from the Secretary of the Navy to the President, dated January 25, 1862. It is a very important document, as it contains the Secretary's report on the state of the Department of the Navy, which is a key part of the executive branch's communication with the President.

ANNEXE XII

BANQUE DE RESERVE DE RHODESIE

A. Création et administration

1. La Banque a son siège à Salisbury. Elle peut ouvrir des succursales et établir des rapports de correspondant avec d'autres banques, dans le pays ou à l'étranger.
2. La politique et la gestion de la Banque sont confiées à un Conseil d'administration comprenant un Gouverneur, un Gouverneur adjoint et des administrateurs au nombre de cinq au minimum et de sept au maximum. Le Gouverneur de Rhodésie nomme le Gouverneur de la Banque et son adjoint, après consultation avec le Conseil d'administration, pour une période de sept ans, et les administrateurs pour une période de cinq ans. Le Gouverneur de la Banque agit en qualité d'administrateur délégué; il est chargé de la gestion des affaires courantes. Des premiers administrateurs nommés, l'un reste en poste pendant deux ans, deux restent en poste pendant trois ans et deux autres pendant quatre ans, de manière à assurer le renouvellement progressif du Conseil. Le Gouverneur est Président du conseil d'administration. Le quorum est de cinq. Les décisions sont prises à la majorité simple, et en cas de partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante.
3. Le capital autorisé de la Banque est de un million de livres rhodésiennes entièrement souscrites et détenues par l'Etat. Le capital est constitué par la partie des avoirs de l'ex-Banque de Rhodésie et du Nyassaland qui revient à la Banque de Rhodésie. Sur ces avoirs, un million de livres rhodésiennes est versé au capital, un million est affecté au fonds général de réserve et le solde éventuel est utilisé pour la création des réserves que la Banque juge utiles.

4. Après avoir pourvu aux dépenses courantes et déduction faite des créances douteuses ou irrécouvrables, de l'amortissement, de la contribution à la caisse de retraite du personnel et des dépenses imprévues, les bénéfices nets de la Banque sont versés, jusqu'à concurrence de 10 pour 100, au fonds général de réserve, à condition que celui-ci ne dépasse pas le triple du capital de la Banque. Au-delà de cette limite, les bénéfices doivent être versés au fond consolidé.

5. La Banque présente au Trésor un état hebdomadaire de son actif et de son passif, ainsi qu'un état annuel de comptes, certifié par des vérificateurs aux comptes dans un délai de trois mois à compter de la fin de l'exercice financier.

B. Opérations

6. Aux termes de la loi, la Banque de réserve de Rhodésie est habilitée à effectuer les opérations suivantes :

- a) acceptation de dépôts en compte courant;
- b) octroi de prêts et d'avances;
- c) achat, vente, escompte et réescompte de lettres de change et de billets à ordre établis aux fins de transactions commerciales, industrielles ou agricoles, de tous effets de l'Etat et des organismes publics, et de ses propres effets;
- d) achat et vente de valeurs;
- e) investissement des ressources de la caisse de retraite du personnel et des fonds analogues;
- f) achat, vente et autres opérations portant sur l'or et les métaux précieux, les devises, les traites sur l'étranger et les biens du Trésor étrangers;
- g) fourniture de services de garde de coffres-forts aux clients;
- h) ouverture de crédits et émission de garanties;

- i) ouverture de comptes dans les pays étrangers et, avec l'approbation du ministre des finances, emprunts à l'étranger;
- j) émission d'emprunts de l'Etat ou d'organismes publics et rôle d'agent pour l'émission et la gestion de ces emprunts;
- k) organisation et prestation de services de compensation;
- l) prestation de services pour tous types d'envois de fonds et de transferts pour le compte des clients.

7. La Banque peut fixer son taux d'escompte et de réescompte et établir le montant minimal des réserves obligatoires des banques commerciales et des banques d'acceptation. L'obligation de garder des réserves peut s'appliquer tant en ce qui concerne les engagements envers le public qu'en ce qui concerne le montant total des prêts et avances accordés et des effets escomptés par ces banques. La Banque est aussi habilitée, sous réserve de l'autorisation du Ministre des finances, à modifier le taux de liquidités prescrit aux établissements de crédit par la loi sur les banques, et à exiger des banques commerciales et banques d'acceptation la présentation de relevés mensuels de comptes.

8. La Banque est le banquier de l'Etat et joue le rôle d'agent pour l'émission et la gestion de la dette publique, tant intérieure qu'extérieure, du Gouvernement et des organismes publics. La Banque ne peut accorder à l'Etat, pendant un exercice financier donné, d'avance supérieure à 20 pour 100 des recettes prévues pour cet exercice financier. Elle ne peut pas non plus consacrer à des placements en valeurs d'état à plus de six ans plus de 12 pour 100 du montant total de son capital et du fonds général de réserve.

9. La Banque a le monopole de l'émission de billets et de pièces de monnaie libellées en livres rhodésiennes. La parité de la monnaie rhodésienne est déterminée par le Gouverneur de Rhodésie, mais le taux de change est fixé par la Banque avec une marge de variation qui ne peut dépasser un pour 100 de la parité. La Banque maintient

les réserves nationales de devises, en or, en livres sterling ou en d'autres monnaies convertibles, à un niveau qui doit être d'au moins le quart de ses obligations envers le public. Cette obligation de maintenir un niveau minimal de réserves de devises peut être suspendue, pour une période qui ne doit pas dépasser 60 jours, par le Ministre des finances. La suspension peut être prolongée par le Ministre des finances pendant plusieurs périodes de 60 jours. Elle ne peut cependant être prolongée au-delà de six mois sans l'approbation de l'Assemblée législative. Tout profit ou perte de la Banque à la suite d'une modification de la parité de la monnaie rhodésienne ou de toute autre monnaie doit être porté au compte du fonds consolidé.

ANNEXE XIII

BANQUE DU SIERRA LEONE

A. Création et administration

1. La Banque du Sierra Leone a son siège à Freetown. Elle peut ouvrir des succursales et nommer des agents et des correspondants dans le pays et à l'étranger.

2. Le Conseil d'administration, chargé de la politique et de l'administration générales de la Banque, comprend un Gouverneur, un Gouverneur adjoint et trois administrateurs. Le Gouverneur, qui est chargé de la gestion des affaires courantes, et le Gouverneur adjoint sont nommés par le Gouverneur général pour une période de cinq ans. Les administrateurs sont nommés par le Premier Ministre pour une période de trois ans. Le Gouverneur, qui préside le Conseil d'administration, convoque celui-ci au moins dix fois au cours d'un exercice financier. Le quorum est de trois. Les décisions sont prises à la majorité simple.

3. Le capital autorisé de la Banque est de 1,5 millions de leones, souscrit et détenu entièrement par l'Etat.

4. Déduction faite des dépenses courantes et des provisions pour créances irrécouvrables ou douteuses, de l'amortissement, des contributions à la caisse des pensions du personnel et des dépenses imprévues, les bénéfices nets de la banque sont répartis comme suit :

a) au fonds général de réserve un montant équivalent à 25 et à 12 pour 100, respectivement, quand le fonds ne dépasse pas le capital et le double du capital de la Banque;

b) 25 pour 100 pour le rachat des valeurs d'Etat détenues par la banque et émises par le Gouvernement pour couvrir les dépenses initiales, après la création de la Banque.

c) le reste au fonds de réserve consolidé.

5. La loi stipule que, avec l'autorisation du Ministre des finances, des sommes peuvent être versées au fonds général de réserve même si de ce fait les avoirs du fonds dépassent le double du capital versé. La loi prévoit, en outre, que sur les avoirs attribués au Gouvernement du Sierra Leone à la liquidation du West African Currency Board, la Banque doit recevoir une somme destinée à porter le montant du fonds général de réserve au double du capital versé.

6. Les bénéfices de la Banque sont exonérés de l'impôt sur le revenu. L'exercice financier va du 1er janvier au 31 décembre. La Banque est tenue de présenter au Ministre des finances, dans un délai de deux mois après la clôture de l'exercice financier, un rapport d'activité et un état de comptes vérifié par un vérificateur aux comptes nommé par le Conseil d'administration avec l'approbation du Ministre des finances.

B. Opérations

7. La Banque est habilitée à effectuer les opérations suivantes :

- a) émission de traites à vue et d'autres effets;
- b) achat et vente de pièces et de lingots d'or;
- c) ouverture de comptes au nom du Gouvernement, des organismes officiels et des établissements de crédit et acceptation des dépôts faits par eux;
- d) achat, vente, escompte et réescompte de lettres de change et de billets à ordre émis au Sierra Leone relatifs à des transactions commerciales et à échéance de 90 jours au maximum ou servant à financer le transport, la commercialisation ou le traitement de produits agricoles et minéraux et à échéance de 180 jours au maximum;
- e) achat, vente, escompte et réescompte de bons du Trésor du Sierra Leone à échéance de 93 jours au maximum;

- f) achat et vente de valeurs d'Etat à 20 ans au maximum, à condition que le montant total des valeurs à plus de deux ans détenues par la Banque ne dépasse pas 20 pour 100 des obligations à vue de celle-ci, sauf pour les valeurs acquises avec les fonds de la caisse des pensions ou avec les fonds propres de la banque;
- g) achat et vente, avec l'approbation du Ministre des finances, d'actions de sociétés patronnées par l'Etat qui financent le développement économique, à condition que le montant de ces actions ne dépasse jamais le quart du fonds général de réserve;
- h) octroi d'avances, pour les périodes de trois mois au plus, contre bons du Trésor à échéance de 93 jours au maximum, ou contre des billets à ordre garantis par des pièces et des lingots d'or, des valeurs d'Etat à 20 ans au maximum, des lettres de change ou des billets à ordre pouvant être escomptés et réescomptés par la Banque, et de certificats d'entrepôt. Ces avances ne peuvent pas dépasser les trois quarts de la valeur actuelle des bons du Trésor, lettres de change et billets à ordre, et 60 pour 100 de la valeur marchande des produits faisant l'objet des certificats d'entrepôt;
- i) achat et vente de devises, de lettres de change sur l'étranger et de bons du Trésor étrangers à 93 jours au maximum et de valeurs étrangères libellées en or, en livres sterling ou en d'autres monnaies convertibles;
- j) ouverture de comptes auprès de banques centrales et de banques commerciales de l'étranger et prestation de services d'agents aux banques centrales étrangères et aux organisations internationales;
- k) émission et gestion d'emprunts d'Etat;
- l) garde d'objets de valeur;
- m) prestation de services de compensation et établissement d'un système de compensation.

8. Les opérations que la Banque n'est pas habilitée à effectuer sont celles qui généralement ne sont pas confiées aux banques centrales : intervention directe dans les affaires, acquisition d'actions ou de biens immobiliers, octroi de prêts contre remise de valeurs ou de prêts et avances non cautionnés, émission d'effets non payables à vue et versement d'intérêts sur les dépôts.

9. La Banque peut fixer son taux d'escompte et de réescompte. Elle doit encourager la collaboration des banques commerciales et des autres établissements de crédit pour la prestation de services bancaires suffisants au Sierra Leone, assurer des normes élevées de conduite et de gestion dans la pratique bancaire et encourager des politiques qui sont de l'intérêt du pays.

10. La Banque est le banquier, l'agent et le conseiller financier du Gouvernement. Elle peut lui accorder des avances temporaires ne devant pas dépasser 5 pour 100 des prévisions de recettes d'un exercice financier.

11. La Banque a le monopole de l'émission des billets et des pièces de la monnaie nationale, le leone, qui vaut 1,24414 gramme d'or fin. La Banque détient et gère les réserves de devises du pays, qui doivent toujours être au moins égales à la moitié de ses obligations à vue. Les réserves extérieures peuvent être des pièces et des lingots d'or, des billets de banque et des soldes bancaires en livres sterling ou en d'autres monnaies convertibles, des bons du Trésor à 184 jours au maximum et des valeurs d'Etat à cinq ans au maximum, libellés les uns et les autres en livres sterling ou en d'autres monnaies convertibles.

ANNEXE XIV

BANQUE NATIONALE DE SOMALIE

A. Création et administration

1. Le siège de la Banque est à Mogadiscio. La Banque peut, sur décision du Comité de direction, ouvrir des succursales et des agences dans le pays et des bureaux de représentation à l'étranger.

2. Les organes d'administration de la Banque sont le Comité de direction, le Président, le Directeur général et le Collège des censeurs.

3. Le Comité de direction est composé du Président et de treize membres dont trois sont désignés par le Premier Ministre, trois par le Ministre des finances, trois par le Ministre de l'industrie et du commerce, deux par le Ministre des travaux publics et deux par le Ministre de l'agriculture. Le Président, de même que le Directeur général, est nommé par décret du Chef de l'Etat, pour une durée de trois ans, sur proposition du Premier Ministre, sur avis du Conseil des Ministres. Les autres membres sont nommés, pour une durée de trois ans, par décret pris par le Premier Ministre sur avis du Conseil des Ministres. Le Comité, qui se réunit au moins une fois par mois, est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires ordinaires et extraordinaires de la Banque.

4. Le Président assure la gestion des affaires courantes et représente légalement la Banque dans ses relations avec les tiers quels qu'ils soient. En cas d'urgence, il peut, sur proposition et avec l'accord du Directeur général, adopter des mesures relevant normalement de la compétence du Comité, à la réunion suivante duquel il fait rapport.

5. Le Directeur général a pouvoir de signer au nom de la Banque dans les affaires ordinaires d'administration, dirige tous les services de la Banque et veille à l'exécution des décisions du Comité. Il est le chef du personnel de la Banque.

6. Le capital de la Banque est constitué par une dotation de 1 million de somalos versée par l'Etat, à laquelle s'ajoute le fonds général et spécial de réserve. Les bénéfices nets sont affectés à raison de 50 pour 100 à la constitution de ce fonds général et spécial de réserve, le solde de 50 pour 100 étant versé au Trésor.

7. La vérification des comptes et le contrôle des activités de la Banque est assuré par un Collège de censeurs comprenant le Président de la Banque ainsi que deux membres titulaires et deux membres suppléants nommés, pour une durée de trois ans, par le Premier Ministre, sur avis du Conseil des Ministres. Le Collège des censeurs contrôle la gestion de la Banque afin d'assurer que les lois, les décrets et les statuts de la Banque sont respectés. Le Collège peut examiner les livres et les comptes de la Banque, vérifier son relevé de comptes annuel, le bilan et le compte de profits et pertes. Des Comités d'es-compte, agissant en qualité de contrôleurs au nom du Collège des censeurs, peuvent être nommés dans toutes les succursales de la Banque, à l'exclusion du siège de Mogadiscio. Les censeurs doivent assister aux réunions du Comité de direction.

8. La Banque est tenue de publier au Bulletin officiel un relevé mensuel de comptes et de soumettre au Conseil des Ministres, avant le 30 avril de chaque année civile, son bilan et son compte de profits et pertes certifiés conformes par le Collège des censeurs. Dans les mêmes délais, elle doit soumettre au Conseil des ministres un rapport d'activité dans lequel elle donne des renseignements sur sa situation et sur les mesures adoptées dans le domaine de la monnaie et du crédit au cours de l'exercice financier écoulé - du 1er janvier au 31 décembre. La Banque est exonérée de tous impôts ou taxes.

B. Opérations

9. La Banque est habilitée à effectuer les opérations suivantes :

- a) **réescompter aux établissements de crédit qui opèrent en Somalie depuis au moins un an les lettres de change et les traites bancaires venant à échéance dans un délai de six mois au maximum;**
- b) **Escompter les effets émis ou garantis par l'Etat, les certificats d'entrepôt et les coupons des valeurs agréées par le Comité de direction;**
- c) **consentir des avances sur nantissement d'effets et d'autres avoirs agréés par le Comité;**
- d) **émettre des chèques de voyage et des traites bancaires;**
- e) **servir de caution à l'Etat vis-à-vis des organismes internationaux;**
- f) **acheter et vendre de l'or, des devises et des lettres de change et valeurs étrangères libellées en monnaies convertibles;**
- g) **recevoir des dépôts en garde;**
- h) **accepter des dépôts en compte courant et à des comptes d'épargne;**
- i) **acquérir les immeubles nécessaires à son fonctionnement ou constituant un placement pour les fonds de la caisse de retraite du personnel;**
- j) **effectuer pour sa clientèle toutes opérations telles que recouvrements ou versements en espèces;**
- k) **effectuer, en vertu d'un décret pris par le Président de la République sur avis du Conseil des Ministres, toutes autres opérations non mentionnées ci-dessus qui pourraient être nécessaires pour répondre aux besoins de l'économie nationale ou pour compléter les activités du secteur bancaire.**

10. Le Comité de direction propose au Conseil des ministres les taux officiels d'escompte et d'intérêt. La Banque, en accord avec le Conseil des ministres, peut fixer le pourcentage des réserves que les autres banques et établissements de crédit doivent constituer en garantie des dépôts qui leur sont confiés et de leurs autres engagements à vue. La Banque contrôle et surveille tous les établissements de crédit et, à cette fin, est habilitée à leur demander de présenter des rapports périodiques de situation, des bilans et d'autres renseignements, et elle peut vérifier leurs écritures et leurs opérations.

11. La Banque assume pour le compte de l'Etat la gestion des services du Trésor, aux termes d'une convention approuvée par le Ministre des finances. Elle peut consentir à l'Etat des avances temporaires ne dépassant pas 10 pour 100 des recettes de l'exercice financier écoulé. Ce pourcentage peut être porté à 15 pour 100 par un décret présidentiel pris sur proposition du Premier Ministre après avis du Conseil des Ministres. La Banque peut représenter l'Etat auprès des institutions internationales.

12. La Banque a le monopole de l'émission des billets et des monnaies métalliques libellés en somalos. La parité du somalo est fixée à 0,124414 gramme d'or fin. La Banque détient les réserves du pays qui consistent en or et en devises convertibles, ces dernières comprenant des billets de banque, des fonds disponibles à vue ou à court terme dans des banques étrangères, et les bons du Trésor émis par des gouvernements étrangers et venant à échéance dans un délai maximal de 12 mois. Les réserves doivent être à tout moment égales à la circulation des billets augmentée de la différence entre la teneur en argent des monnaies métalliques et leur valeur nominale. La Banque peut détenir dans ses coffres, sans obligation de mise en réserve, un montant de billets et de monnaies métalliques ne dépassant pas le tiers de la monnaie en circulation.

ANNEXE XV
BANQUE DU SOUDAN

A. Création et administration

1. Le siège de la Banque est à Khartoum. La Banque peut ouvrir des succursales et des agences et nommer des correspondants chaque fois que la conduite de ses opérations l'exige.
2. Le Conseil d'administration de la Banque, qui est chargé de la politique et de l'administration générale de la Banque, est composé d'un Gouverneur, d'un Gouverneur adjoint et de cinq administrateurs. Le Gouverneur et le Gouverneur adjoint sont nommés pour une période de cinq ans par le Conseil des ministres sur recommandation du Ministre des finances. Des cinq autres membres du Conseil, dont le mandat est aussi de cinq ans, l'un est nommé par le Ministre des finances dont il est le représentant et les quatre autres sont nommés par le Conseil des ministres sur recommandation du Ministre des finances. Le Gouverneur, et en son absence le Gouverneur adjoint, est chargé de la gestion des affaires courantes de la Banque sous le contrôle du Conseil d'administration. Le Gouverneur préside le Conseil d'administration dont il convoque les réunions au moins une fois par mois. Le quorum est assuré par la présence de quatre membres. Les décisions sont prises à la majorité simple, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.
3. Le Ministre des finances, avec l'approbation du Conseil des ministres et après consultation du Conseil d'administration, peut donner des directives à la Banque sur des questions d'intérêt national.
4. Le capital autorisé de la Banque, entièrement souscrit et versé par le Gouvernement au moment de la création de la Banque, est de 1.500.000 livres soudanaises.

5. Les bénéfices nets, après déduction des dépenses courantes, des provisions pour créances douteuses et irrécouvrables, de l'amortissement, des versements à la caisse de retraite du personnel et des dépenses imprévues, sont répartis comme suit :

- a) 25 pour 100 à un fonds général de réserve à condition que celui-ci ne dépasse pas la moitié du capital;
- b) 15 pour 100 au fonds général de réserve à condition que celui-ci ne dépasse pas le montant du capital;
- c) le solde à l'Etat.

6. La Banque est exonérée de tout impôt et taxe sur ses bénéfices, ses opérations, son capital, ses biens et ses titres. Elle est tenue de faire procéder à une vérification annuelle de ses comptes par des commissaires nommés par le Conseil d'administration avec l'accord du Ministre des finances, de communiquer au Ministre un état annuel de ses comptes certifié exact par les commissaires et accompagné d'un rapport d'activité, dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice financier et enfin de soumettre au Ministre un état mensuel de son actif et de son passif.

B. Opérations

7. Dans ses relations avec les autres banques, la Banque du Soudan peut effectuer les opérations suivantes :

- a) achat, escompte et réescompte de lettres de change et de billets à ordre émis pour financer des opérations commerciales, agricoles ou industrielles, revêtus d'au moins deux signatures de personnes notoirement solvables et venant à échéance dans les trois mois; si ces documents sont émis pour financer des travaux agricoles saisonniers, leur échéance peut être de neuf mois. La Banque peut, en outre, porter l'échéance de trois à six mois et de neuf à douze mois si elle le juge nécessaire;

- b) achat, escompte et réescompte de bons du Trésor à trois mois;
- c) octroi de prêts, d'avances et de découverts ne dépassant pas six mois sur garantie de lettres de change, billets à ordre, certificats d'entrepôt, bons du Trésor et autres titres émis ou garantis par des Etats étrangers et des titres émis ou garantis par le Gouvernement soudanais. La Banque fixe le pourcentage maximal des avances en fonction de la valeur marchande des produits faisant l'objet des certificats d'entrepôt.

8. La Banque détermine les taux d'intérêt applicables à l'escompte, au réescompte, aux prêts et aux avances. Elle peut demander aux banques de détenir des réserves minimales sous forme de dépôts auprès d'elle, mais la proportion des réserves ne peut dépasser 20 pour 100 du montant des dépôts à vue des banques. Elle peut demander aux banques de lui soumettre pour approbation toute demande de prêt dépassant un montant déterminé ou fixer les plafonds de crédit des banques, pour chaque catégorie de prêt ou pour le montant global des prêts. Aux banques qui dépassent ces plafonds, il peut être appliqué un taux de pénalisation. La Banque peut également demander aux banques commerciales de lui soumettre des relevés de comptes annuels et mensuels et tous autres renseignements. Enfin, la Banque est chargée d'organiser les services de compensation nécessaires à Khartoum et dans d'autres villes du Soudan.

9. La Banque est le banquier et l'agent fiscal de l'Etat et des organismes publics, et le dépositaire de ses fonds. Elle est chargée de l'émission et de la gestion des emprunts de l'Etat. Elle peut octroyer des avances temporaires à l'Etat à condition que le montant total dû au cours d'un exercice financier ne dépasse pas 15 pour 100 des prévisions de recettes pour cet exercice. Ces avances sont remboursables dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice financier. La Banque peut également accorder, avec l'approbation du Ministre des finances, des avances aux organismes publics et aux

collectivités locales, mais le montant de ces avances est déduit du montant maximal des crédits temporaires que la Banque peut consentir à l'Etat. Enfin, la Banque peut acheter et vendre des titres émis ou garantis par le Gouvernement du Soudan, à condition que le montant total détenu par la Banque ne dépasse à aucun moment la moitié du montant total de son capital et de son fonds général de réserve.

10. La Banque a le monopole de l'émission des billets et des pièces de monnaie libellés en livres soudanaises, dont la parité officielle est fixée à 2,55187 grammes d'or fin. En cas de variation de la parité de la livre soudanaise ou de monnaies étrangères détenues par la Banque dans ses réserves de devises, tout profit ou perte qui en résulte est porté au compte de l'Etat. La Banque conserve et gère les réserves de devises qui peuvent consister en or, en devises étrangères, en lettres de change et billets à ordre libellés en devises étrangères et pouvant être payés à l'étranger, et en bons du Trésor et en titres émis par des Etats étrangers et les institutions internationales. Le montant des réserves de devises doit être à tout moment égal à 25 pour 100 de la valeur totale de la monnaie en circulation et des autres obligations à vue de la Banque. En sa qualité de dépositaire des réserves de devises du pays, la Banque peut effectuer des opérations sur devises étrangères et en particulier, acheter et vendre de l'or, des métaux précieux, des devises étrangères, des bons du Trésor et des titres émis ou garantis par les gouvernements étrangers, nommer des agents et des correspondants à l'étranger et agir comme agent des banques étrangères, des gouvernements étrangers et des institutions internationales. Elle peut accorder des prêts aux banques étrangères, aux gouvernements étrangers et aux institutions internationales et en recevoir des prêts. Elle peut déterminer le prix de vente et le prix d'achat de la livre soudanaise par rapport aux monnaies étrangères, dans les limites de un pour 100 de la parité officielle.

11. Outre les opérations précitées, la Banque est habilitée à émettre des effets à vue et à effectuer d'autres effets. Elle peut, avec l'approbation du Ministre des finances, ouvrir des comptes à des particuliers et à des entreprises, accepter leurs dépôts et effectuer avec eux des opérations de crédit, prendre une participation, également avec l'approbation du Ministre des finances, dans des entreprises jugées d'intérêt public ou en mesure de favoriser la réalisation des objectifs de la Banque.

12. Les opérations que la Banque n'est pas habilitée à effectuer sont celles qui généralement ne sont pas confiées aux banques centrales : émission d'effets non payables à vue, intervention directe dans les affaires, acquisition d'actions et de biens immobiliers ou octroi de prêts et d'avances non garantis.

1. The first part of the document is a letter from the
author to the editor of the journal. The letter is dated
1961 and is addressed to the editor of the journal.
The letter is written in a formal style and is
signed by the author. The letter is dated 1961 and
is addressed to the editor of the journal. The letter
is written in a formal style and is signed by the
author. The letter is dated 1961 and is addressed
to the editor of the journal. The letter is written
in a formal style and is signed by the author.

2. The second part of the document is a letter from the
author to the editor of the journal. The letter is dated
1961 and is addressed to the editor of the journal.
The letter is written in a formal style and is
signed by the author. The letter is dated 1961 and
is addressed to the editor of the journal. The letter
is written in a formal style and is signed by the
author. The letter is dated 1961 and is addressed
to the editor of the journal. The letter is written
in a formal style and is signed by the author.

3. The third part of the document is a letter from the
author to the editor of the journal. The letter is dated
1961 and is addressed to the editor of the journal.
The letter is written in a formal style and is
signed by the author. The letter is dated 1961 and
is addressed to the editor of the journal. The letter
is written in a formal style and is signed by the
author. The letter is dated 1961 and is addressed
to the editor of the journal. The letter is written
in a formal style and is signed by the author.

4. The fourth part of the document is a letter from the
author to the editor of the journal. The letter is dated
1961 and is addressed to the editor of the journal.
The letter is written in a formal style and is
signed by the author. The letter is dated 1961 and
is addressed to the editor of the journal. The letter
is written in a formal style and is signed by the
author. The letter is dated 1961 and is addressed
to the editor of the journal. The letter is written
in a formal style and is signed by the author.

ANNEXE XVI

BANQUE DE ZAMBIE

A. Création et administration

1. Le siège de la Banque est à Lusaka. La Banque peut ouvrir des succursales dans le pays et nommer des agents et des correspondants en Zambie et à l'étranger.
2. Le Conseil d'administration, chargé de la politique et de la gestion de la Banque, comprend un Gouverneur, un Gouverneur adjoint et sept administrateurs. Le Gouverneur et le Gouverneur adjoint sont nommés par le Gouverneur général de Zambie, après consultation avec le Ministre des finances, pour une période de cinq ans au plus. Six administrateurs sont nommés par le Ministre des finances pour une période de trois ans ; mais la première fois l'un d'eux est nommé pour un an et deux autres pour deux ans, de manière à assurer le renouvellement échelonné du Conseil. Le septième membre du Conseil d'administration est le Secrétaire permanent du ministère des finances, qui n'a pas droit de vote aux réunions du Conseil. Le Gouverneur, ou en son absence le Gouverneur adjoint, préside le Conseil d'administration, dont il convoque les réunions, qui doivent être au nombre de dix au moins par exercice financier. Le quorum pour les réunions du Conseil est de quatre, à moins que les administrateurs nommés soient moins nombreux, auquel cas le quorum est constitué par la totalité des membres du Conseil. Les décisions sont prises à la majorité simple, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.
3. Le Ministre des finances est habilité à donner des instructions à la Banque, après consultation avec le Gouverneur.
4. Le capital autorisé de la Banque, entièrement souscrit par l'Etat, est de un million de livres zambiennes, dont 100.000 sont versées lors de la création de la Banque, le solde étant constitué par la partie des avoirs de l'ex-Banque de Rhodésie et du Nyassaland remise, au moment de la dissolution de cette banque, à la Banque de Zambie. La Banque

peut augmenter son capital avec le consentement du Ministre des finances. Le montant de toute augmentation du capital doit être entièrement versé par l'Etat.

5. Les bénéfices de la Banque, après déduction des dépenses courantes, des provisions pour créances douteuses ou irrécouvrables, de l'amortissement, des versements à la caisse de retraite du personnel et des dépenses imprévues, se répartissent comme suit :

- a) 25 pour 100 au moins à un fonds général de réserve à condition que celui-ci ne soit pas supérieur au capital, et 12,5 pour 100 au moins si le fonds ne dépasse pas le triple du capital;
- b) le solde à l'Etat, avec possibilité, sous réserve de l'approbation du Ministre des finances, d'utiliser ce montant pour porter le fonds général de réserve au-delà du triple du capital autorisé de la Banque.

6. La Banque est exonérée de tout impôt sur le revenu et sur les bénéfices; elle est tenue d'enregistrer toutes ses opérations, de faire vérifier les comptes une fois par an par des vérificateurs qualifiés dont la nomination est approuvée par le Ministre des finances, et de présenter à celui-ci un rapport annuel d'activité et un état vérifié des comptes, dans un délai de trois mois après la clôture de l'exercice financier.

B. Opérations

7. La Banque est habilitée à effectuer les opérations suivantes :

- a) émission de traites à vue et d'autres effets;
- b) achat et vente de pièces et de lingots d'or;
- c) acceptation de dépôts de l'Etat, d'organismes publics et d'établissements financiers (pour les dépôts les particuliers et des sociétés, l'approbation du Ministre des finances est nécessaire);

- d) achat, vente, escompte et réescompte de lettres de change et de billets à ordre zambiens destinés à financer le transport, la commercialisation et le traitement de produits agricoles et minéraux, ainsi que de bons du Trésor;
- e) achat et vente, avec l'approbation du Ministre des finances, d'actions de sociétés patronnées par l'Etat qui financent le développement économique. Le portefeuille de ces actions ne doit à aucun moment dépasser 25 pour 100 du capital, plus le montant du fonds général de réserve;
- f) octroi d'avances contre bons du Trésor ou billets à ordre garantis par des pièces et lingots d'or, valeurs d'Etat à 25 ans au maximum, lettres de change et certificats d'entrepôt. Ces avances ne doivent pas dépasser 75 pour 100 de la valeur actuelle des valeurs d'Etat et des lettres de change et 60 pour 100 de la valeur marchande des produits faisant l'objet des certificats d'entrepôt;
- g) achat et vente de devises, de lettres de change sur l'étranger et de bons du Trésor étrangers à 184 jours au maximum, et de valeurs étrangères libellées en or, en livres sterling ou en d'autres monnaies convertibles;
- h) ouverture de comptes et rapports de correspondant avec des banques centrales et des banques commerciales étrangères;
- i) emprunts en devises;
- j) émission et gestion d'emprunts de l'Etat ou des organismes publics;
- k) prestation de services de compensation aux banques commerciales du pays;
- l) prestation de services bancaires aux autres banques.

8. Les opérations que la Banque n'est pas habilitée à effectuer sont celles qui généralement se sont pas confiées aux banques centrales : intervention directe dans les affaires, acquisition d'actions et de biens immobiliers à titre de placement, octroi de prêts contre remise d'actions ou de prêts non garantis, acceptation d'effets non payables à vue et paiement d'intérêts sur les dépôts en compte courant.

9. La Banque est habilitée à fixer son taux d'escompte et de réescompte, à déterminer le taux de change de la monnaie zambienne, à imposer un taux de liquidité et des réserves obligatoires aux banques commerciales et aux banques d'acceptation. Elle est également habilitée à fixer le montant maximal des prêts qui peuvent être accordés par les banques commerciales pendant une période donnée, ou le pourcentage maximal mensuel d'augmentation des avances ou des effets escomptés. Les banques commerciales sont tenues de soumettre sur demande des rapports de situation à la Banque de Zambie.

10. La Banque est le banquier, l'agent et le conseiller financier du Gouvernement. Elle peut lui accorder des prêts et des avances, à condition que le montant total dû au cours d'un exercice financier ne dépasse pas 20 pour 100 des prévisions de recettes pour cet exercice.

11. La Banque a le monopole de l'émission des billets de banque et des pièces de monnaie libellés en livres zambiennes. La parité de la livre zambienne est fixée par la loi à 2,48828 grammes d'or fin. Cette parité peut être modifiée par le Ministre des finances après consultation avec la Banque. Celle-ci garde et gère les réserves nationales de devises, qui doivent être égales à la moitié des obligations monétaires et autres obligations à vue de la Banque au moment du transfert à la Banque de sa part des avoirs de l'ex-Banque de Rhodésie et du Nyassaland. Pour toute augmentation ultérieure des obligations à vue de la Banque, la couverture minimale en devises n'est que de 25 pour 100;

12. Enfin, la loi prévoit les dispositions habituelles au sujet du transfert à l'Etat des profits ou pertes de la Banque en raison d'une modification de la parité de la livre zambienne ou de tout autre monnaie et au sujet de la protection et du pouvoir libératoire des pièces et billets émis par la Banque.